T2137-472-6,00 F

ISSN 0026-9433

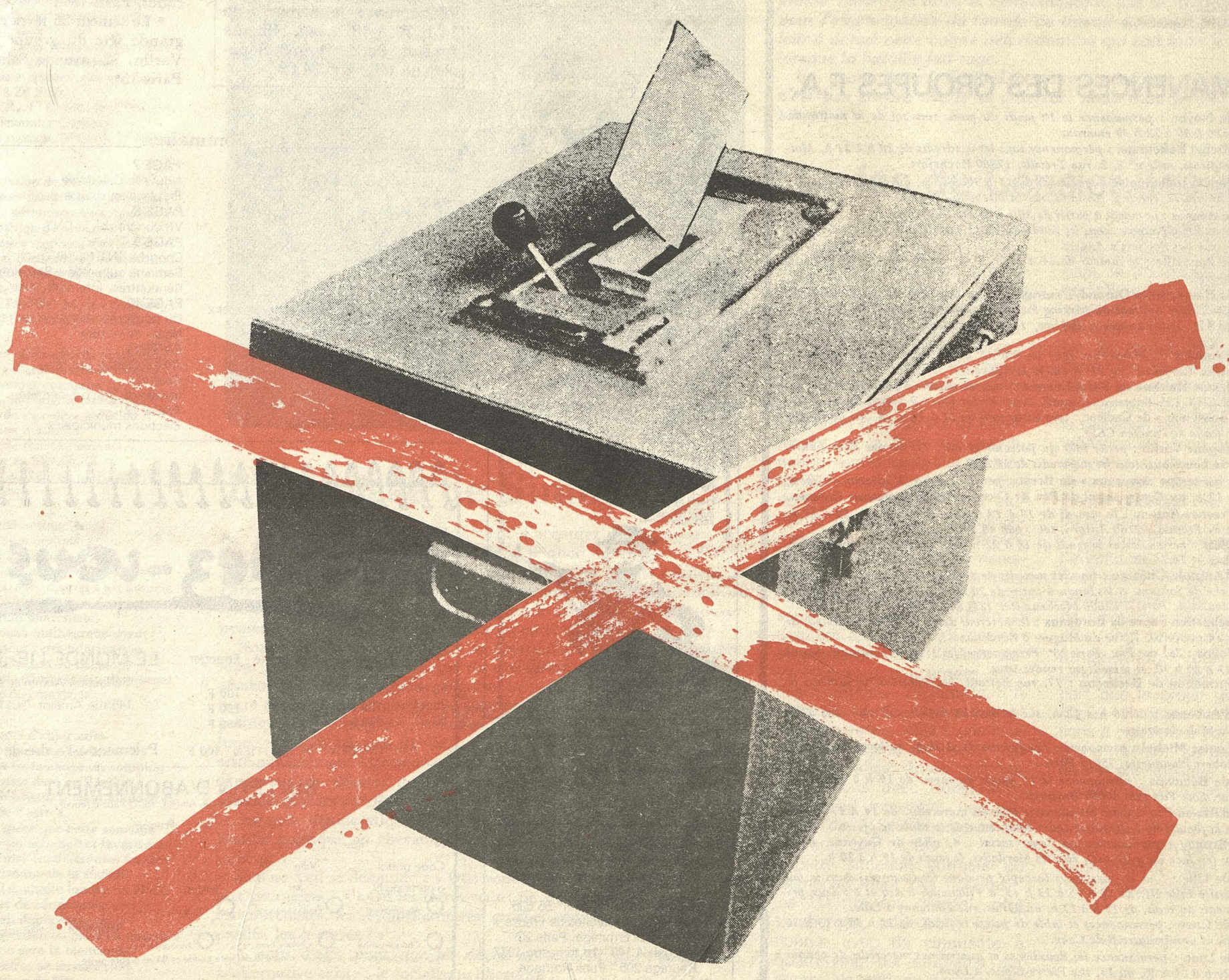
C.I.R.A.

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 472 JEUDI 27 JANVIER 1983 6,00 F

MUNICIPALES

une sanction : l'abstention !



LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU
ALLIER : MOULIN — YZEURE
ARDÈCHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE — BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENNES — ROCHEFORT
CÔTE-D'OR : DIJON
DOUBS : BESANÇON
FINISTÈRE : BREST
GARD : GROUPE DU GARD
GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
HAUTE—GARONNE : TOULOUSE
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : PLUVIGNER
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE — VALENCIENNES
OISE : BEAUVAIS
ORNE : FLERS — LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE : LYON
SARTHE : LE MANS
SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE
LA RÉUNION : LE PORT
BELGIQUE : ARLON

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
— FRESNES-ANTONY
— ORSAY-BURES
— BOULOGNE-BILLANCOURT
— VILLEJUIF, VITRY
— MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST
— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
— MONTREUIL, ROSNY
— BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST
— HOUILLES-SARTROUVILLE
— VERSAILLES

BANLIEUE NORD
— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
— DOMONT
— ARGENTEUIL, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY
— DEUIL-MONTMAGNY
— STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
— CERCLE INTER-BANQUES
— LIAISON ORTF
— LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Noyon, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénin, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.
EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy
OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
CENTRE : BLois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand
SUD, SUD—OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.
RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble,
CORSE : Ajaccio.
GUADELOUPE : Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon : *permanence le 1er jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.*
Groupe Michel Bakounine : *permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.*
Groupe Région toulonnaise : *le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.*
Groupe de Rennes : *le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.*
Permanences FA d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.*
Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.*
Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : *Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.*
Groupe du 11e : *permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.*
Groupe d'Amiens : *permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau.*
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : *tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.*
Groupe « Soleil noir » de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*
Groupe Eugène Varlin : *petite salle du patronnage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15e), métro boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.*
Groupe « les temps nouveaux » de Brest : *permanence le 3e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.*
Groupe Fresnes-Antony : *le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.*
Liaison Blois : *permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.*
Groupe d'Anizy-le-Château : *tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23).80.17.09).*
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.*
Groupe Voline : *26, rue Piat, Paris 20e. Permanences les 1er et 3e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.*
Groupe Proudhon de Besançon : *77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.*
Groupe d'Aubenas : *de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.*
Groupe Louise Michel : *permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.*
Groupe de Beauvais : *permanence le 1er mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.*
Liaison d'Aix-en-Provence : *permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.*
Liaison Brunoy : *permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.*
Groupe de Lille : *tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Asq et les deux premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue Fontenoy à Lille.*
Groupe de Caen : *permanences et table de presse le jeudi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.*
Liaison de Lyon : *permanence les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.*

COMMUNIQUÉS

• Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se former à Quimper. Il invite les sympathisants de la région à le contacter par l'intermédiaire des RI, au 145, rue Amelot, Paris-11e.

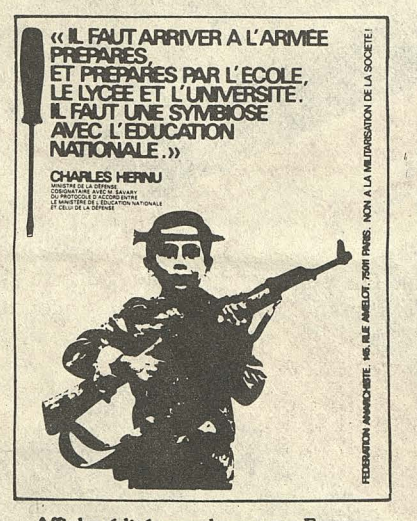
• Le groupe du Morbihan appelle tous les sympathisants anarchistes de la région à prendre contact avec lui pour développer l'implantation libertaire sur cette partie de la Bretagne. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

• Une liaison s'est créée sur Brunoy (91 - Essonnes). Les libertaires de la région intéressés peuvent nous contacter par l'intermédiaire des RI.

• Le groupe libertaire de Versailles lance un appel à tous les antimilitaristes, athées et sympathisants individuels des Yvelines pour mener une campagne d'envergure contre le projet de loi Savary/Hernu visant à intégrer l'armée dans les écoles publiques. Pour nous contacter : groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78151 Le Chesnay Cedex.

Le groupe Fresnes-Antony vient de publier dans sa *Collection anarchiste* un livre de G. Balkanski : *Libération nationale et révolution sociale.* Il coûte 45 F et est disponible à Publico.

Poster édité par le groupe Sacco-Vanzetti. Format : 40 × 50. Prix : 25 F. En vente à Publico.



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony : 2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 × 56.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot Paris 11e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ANGERS

Le groupe d'Angers de la FA organise un meeting sur le thème : *Les anarchistes face aux municipales*, le jeudi 3 février, à 20 h, salle Jean Macé, rue Pré-Pigeon à Angers.

LILLE

Dans le cadre du cycle « Ciné-mé.et Anarchisme », le groupe Benoît Broutchoux de Lille et le Ciné Droit de Lille II projetteront, le mardi 8 février, à 18 h 30, le film *Les Compagnons*, de Mocky, à la fac de droit, amphi G (accès direct par le parking P1-P2).

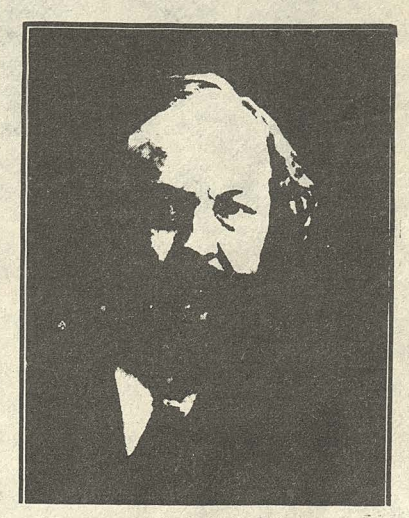
BÉZIERS

Le groupe de Béziers organise le lundi 31 janvier à 21 h, à la MJC, rue Kleber, une réunion-débat sur le thème : *Pas d'armée à l'école*, au cours de laquelle sera projeté un diaporama sur les ordonnances de 59.

PARIS

Le groupe libertaire du 11e arrondissement de la Fédération anarchiste appelle les personnes intéressées, élèves, parents, enseignants, associations, etc., à participer à une réunion en vue de l'abrogation du protocole d'accord Hernu/Savary (école-armée), le vendredi 28 janvier 1983, à 20 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11e, mo Alexandre Dumas.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11e (mo République), tél. : 805.34.08.



Le groupe lillois de la FA a tiré une affiche en sérigraphie (format 45 × 67) en deux couleurs, signée Fédération anarchiste. Le prix est de 10 F l'unité (prix de soutien pour la propagande) et de 1 F pièce au-dessus de 100 exemplaires. Le portrait de Bakounine est accompagné de la citation suivante : *La volupté de détruire est en même temps une volupté créatrice !* Toutefois, pour les commandes en quantité, la citation de l'affiche peut varier à la demande.

PARIS

Les groupes Berneri (10e), Louise-Michel (18e) et Eugène Varlin (15e) organisent sur Paris, à l'occasion des élections municipales, une série d'initiatives ayant pour thème : *La commune anarchiste.*

• Le dimanche 6 février, à 20 h, réunion-débat à l'AGECA 177, rue de Charonne, Paris-11e, organisée par le groupe Berneri ;

• Le mardi 15 février, à 18 h 30, meeting-gala du groupe Louise-Michel, 129, rue Marcadet, Paris-18e ;

• Le samedi 26 février, à 20 h, grande fête du groupe Eugène-Varlin, 72, avenue Félix Faure, Paris-15e.

Sommaire

PAGE 2
Activité des groupes FA
PAGE 3
En bref
Editorial
L'angoisse de Simone Veil
La fac de Censier occupée
PAGE 4
Hernu fait du z'aile
La palme du racisme à M. Arreckx
La justice de gauche
PAGE 5
La CGT et les municipales
Lignel, le livre...
PAGE 6
La nouvelle opposition
Abstention révolutionnaire
PAGE 7
Nouvelle-Calédonie
Procès d'un groupe pacifiste en Turquie
PAGE 8
VIe congrès de la CNT
PAGE 9
Congrès CNT (suite)
Semaine culturelle à Barcelone
Rencontres internationales libertaires
PAGE 10
Du gouvernement représentatif
Notes de lecture
PAGE 11
Adieu Gaston Couté...
Cinéma
Invités de Radio-Libertaire
PAGE 12
Elections municipales...

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction Administration
145 rue Amelot 75011 Paris
Tel. 805.34.08

Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prenom .....
N ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N° ..... (inclus). Pays .....
○ Abonnement ○ Réabonnement ○ Abonnement de soutien
Règlement à joindre au bulletin
○ Cheque postal ○ Cheque bancaire ○ Mandat lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• Le Groupe d'actions et d'études libertaires de Clermont-Ferrand organise une série de conférences-débats, du 28 janvier au 25 février.
Le 28 janvier, à 20 h 30, M. Bucaille, conservateur du Patrimoine ethnologique en Auvergne, parlera des « sociétés sans Etats.
Le 11 février, toujours à 20 h 30, « L'éducation populaire en France et en Auvergne » présenté par A. Durand, une des fondatrices de Peuple et Culture d'Auvergne.
Le 25 février, à 20 h 30, un débat sur « Les ventes d'armes depuis le 10 mai 1981 et la militarisation de l'enfance avec le protocole d'accord Hernu/Savary ».
Enfin, le vendredi 11 mars, à 20 h 30, « Pologne, la remise en question du partage du Monde », avec P. Marulo.
Toutes ces conférences se dérouleront à l'Ateneo, 8, rue de l'Auge, 63000 Clermont-Ferrand.

• Le MDPL nous a indiqué une omission quant au prix des enveloppes éditées par lui (voir ML 471).
18 F les 95 ; 75 F les 500 ; 130 F les 1 000 (frais de port compris).
MDPL : 142, rue des Alliés, 42100 Saint-Etienne.

• Si vous avez entre 6 et 13 ans (pourquoi pas ?), vous êtes invités par le centre culturel espérantiste de Dijon à participer à l'Exposition internationale des dessins d'enfants, organisée par le Centre artistique espérantiste de Rostov (URSS).
Le thème en sera : Le Soleil et la Paix.
Les dessins seront exposés à Dijon le 6 mars 1983, au 22, rue Danton.
Des informations sur la langue esperantiste seront données à cette occasion.

• Les antinucléaires du 11e arrondissement de Paris publient une feuille d'information pour les gens habitant ce quartier. Des réunions régulières sont assurées, les premiers, deuxièmes et quatrièmes mardis du mois, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne (métro Alexandre Dumas).
Prochaine réunion, le mardi 1er février.

• L'Association de défense des victimes des procédures civiles, pénales et administratives se tient à la disposition de toutes les personnes victimes d'avocats, d'huissiers, d'assureurs, de syndics...
Pour exposer vos problèmes juridiques, contactez l'ADEV, 14, rue de Metz, à Toulouse, tél. : (61) 53.11.18.

• Face aux tarifs abusifs pratiqués en matière d'assurances-accidents par les diverses compagnies et mutuelles, la Fédération française des motards en colère a décidé de créer une mutuelle.
Pour plus de renseignements, téléphonez au 989.06.82, ou écrivez au 22, rue du Ratrait, 92 Suresnes.

• Le Comité antinucléaire de Toulouse a organisé, dimanche 23 janvier, un grand loto antinucléaire, au 18, rue du Pharaon, auquel s'est associé le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste.
(Nous n'avons malheureusement pas pu donner cette information à temps en raison du décalage entre la date d'impression du journal et l'arrivée du courrier).

• Le Collectif d'objecteurs et d'antimilitaristes tarnais organisera cette année un camping antimilitariste du 4 au 8 juillet, à Saint-Sébastien, à vingt kilomètres à l'ouest de Castres.
Le COT espère que cette semaine permettra un échange et favorisera la lutte contre les différentes formes de militarisation de la société.
De plus, il souhaite mettre en place des ateliers de sérigraphie, audiovisuel, duplicatat, etc.
Toute suggestion ou prise en charge d'animation sera la bienvenue.
Ces rencontres se termineront par deux jours de fête.
Le COT : BP 229, 81002 Albi Cedex.

Communiqué de presse

Il se confirme que la Haute Autorité de l'audio-visuel (HAA) entend régler de manière autoritaire et arbitraire le problème des radios libres en région parisienne :
- quatre-vingt-cinq radios regroupées sur dix-sept fréquences auront seules le droit d'émettre ; cent cinquante seront refusées ;

- Radio-Libertaire (Radio-Libertaire Paris + Radio-Liberté + Radio-Libertaria + Radio-Esperanto) et Fréquence Gaie ont été mises en demeure de se regrouper le « plus vite possible ».

Face à une telle situation :
1. Fréquence Gaie et Radio-Libertaire ont répondu négativement à la HAA, refus motivé par les trois raisons suivantes :
- il est inconcevable de procéder à un regroupement de deux stations qui sont elles-mêmes des regroupements ,
- il n'est pas réaliste de vouloir regrouper deux radios qui ont l'une et l'autre une audience très importante ;
- vouloir regrouper deux radios dont les préoccupations sont différentes — F.G. s'adressant à la communauté homosexuelle. R.-L. étant la voix du mouvement anarchiste — correspond à une volonté délibérée de réduire leur possibilité d'expression, alors qu'elles sont boycottées par les médias traditionnels.

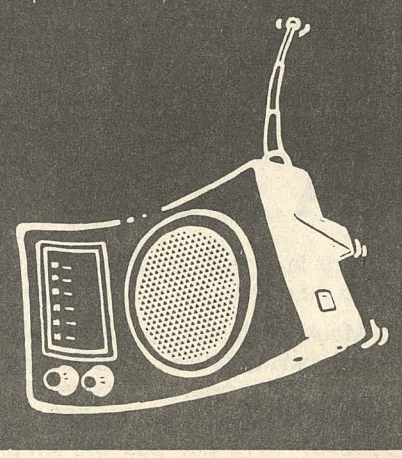
2. Radio-Libertaire rappelle qu'elle se bat depuis cinq ans par la voix des ondes pour le droit d'expression pour tous et réaffirme sa volonté de voir aboutir un règlement équitable de l'utilisation de la bande FM en région parisienne.

3. La HAA entend dicter sa politique en quelques jours, alors que depuis de nombreux mois elle s'obstine, à l'instar des commissions Holleaux et Galabert, à ne pas répondre aux questions suivantes :
- pourquoi veut-on faire taire une station qui donne la parole à un nombre considérable de communautés, d'organisations, d'individus qui ne peuvent s'exprimer ailleurs ?
- pourquoi notre plan de fréquence, qui démontre que quarante radios sur Paris intramuros peuvent émettre, n'est-il pas examiné ?

4. Radio-Libertaire dénonce le chantage exercé à son encontre et à celle de Fréquence Gaie par la HAA, et affirme sa volonté de continuer à émettre.

5. Radio-Libertaire demande à tous ses amis, à tous ses auditeurs de se tenir prêts à intervenir si, contrairement à ce qui s'est passé depuis dix-huit mois, le gouvernement socialo-communiste lançait ses « bûcherons roses » à l'assaut du « chêne libertaire ».

Radio-Libertaire Paris — Radio-Libertaria, Radio-Liberté — Radio-Esperanto.
Nom du regroupement : **Radio-Libertaire.**



L'angoisse de Simone Veil

MADAME Simone Veil vient d'accorder une interview aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le quotidien de la « politique non politicienne » (sic). On y apprend qu'elle soutient au Parlement européen le rapport demandant la reconnaissance du service civil national, car c'est le moyen le plus sûr pour les gouvernements de « lutter contre le cancer qu'est le pacifisme » !

Nous arrivons ensuite au plat de résistance. Mme Veil est bougrement pessimiste car « les déçus du socialisme ne rejoignent pas forcément la droite » ! Quelle angoisse !... « On peut faire progresser notre société sans révolution », clame-t-elle... Mais voilà, l'échiquier politique fait « trop de promesses impossibles à réaliser, promet la lune, tient un baratin débile... ». Elle craint qu'à force de gruger systématiquement l'électeur on en arrive à une rupture : « C'est trop dangereux de donner de faux espoirs aux peuples... », et briser ainsi de grandes carrières au nom de l'intérêt général ! Faut pas casser la balance démocratique, l'alternance, celle qui permet à chaque famille politique de chevaucher l'Etat à travers les plaines du capitalisme...

Simone Veil se demande : « Que vont-ils faire ces gens qui croyaient aux promesses ? » « Où les retrouvera-t-on ? » Et elle répond : « Chez les anarchistes, les révolutionnaires, ou chez ceux qui ne sont rien, les passifs, les écœurés ? »

A nous d'agir pour que les déçus ne tendent pas l'autre joue. L'alternative existe : le socialisme libertaire !

Jean-Denis (liaison Bas-Rhin)

Editorial

ALORS, nous en sommes là... A l'image du phénomène des radios-pirates, qui sévissaient en mer du Nord dans les années soixante-dix et « grâce » auxquelles le Bénélux, l'Angleterre et l'Allemagne furent submergés de musiques anglo-saxonnes des plus commerciales qui, sur le plan qualitatif, étaient d'une consternante médiocrité, Radio Caroline, Radio Veronica, Radio Noord Zee et autres préfigurèrent en leur temps ce qui malheureusement est en train de se mettre en place en France. Phénomène plus connu sous le nom de « radios libres », nous voulons dénoncer ici cette kyrielle de marchands de tapis qui, sous ce vocable, ne s'embarrassant d'aucun scrupule moral, attendent le jour venu de pouvoir toucher les profits qui résulteront du droit enfin toléré de s'adonner aux délices de la publicité commerciale. Inutile de préciser que tout le secteur associatif, donc tout ce qui fait partie intégrante du tissu social, porteur en lui d'une immense puissance créatrice, n'est aucunement représenté par ce fatras de marchands de soupe.

Toutes les associations, minorités, les divers courants de pensée de ce pays sont, du moins en ce qui concerne Paris, pratiquement mis sur la touche. Mais fallait-il raisonnablement attendre autre chose de la social-démocratie ? N'est-elle pas prête à tous les mauvais coups pour conserver à la capitale ce caractère calme, paisible, qui va si bien aux affaires de la bourgeoisie.

Pour couronner le tout, les pouvoirs publics, en la personne de Michèle Cotta, exigent de Radio-Libertaire qu'elle se pousse, se tasse, afin de s'associer à trois autres stations dont le caractère spécifique rendrait toute collaboration entre elles très difficile. Faire de la place, donc, pour que Europe n° 1 et consorts puissent accaparer toute la bande F.M. ; cela, bien sûr, au nom de la liberté d'expression.

A grand renfort d'arguments éthiques et techniques, le ministère de la Communication voudrait nous vouer, par le biais d'horaires trop exigüs, à un dépérissement et à une disparition rapide, conséquence logique de ce mariage forcé. De toute la bande F.M., la radio des anarchistes, résultant elle-même d'un regroupement de plusieurs stations, n'aurait donc droit qu'à une portion congrue ne correspondant en rien à la place qui doit revenir à ce courant de pensée dont l'influence sur le monde du travail a été déterminante et a constitué pendant longtemps le fer de lance de la révolte ouvrière.

Les socialistes ont tranché : Radio-Libertaire doit s'associer pour mieux disparaître. Nous pouvons donc, dès à présent, parier que la bataille pour la liberté d'expression risque d'être chaude. Que les pouvoirs publics ne s'y trompent pas, les anarchistes n'ont jamais baissé les bras, et cent cinquante ans de combat acharné pour l'émancipation du monde du travail a trempé ses militants, leur a donné cette calme détermination qui sait faire la différence lorsque la bataille fait rage.

En avant donc ! Radio-Libertaire, messieurs les socialistes, n'est pas encore morte et enterrée, nous vous en fichons notre billet !

La fac de Censier occupée

LES étudiants de Censier sont en grève depuis lundi 17 janvier et occupent les locaux (1). Un comité d'action s'est créé, réunissant des étudiants syndiqués et non-syndiqués, de toutes les sections d'enseignement. Ce comité est sous-divisé en commissions qui se partagent les tâches d'information (à l'intérieur et à l'extérieur de la fac), de coordination (entre sections et avec les autres universités), d'animation, et de sécurité. Les étudiants réclament le rétablissement des heures complémentaires supprimées par le ministère de l'Education nationale, heures assurées par les professeurs non titulaires. Ceux-ci assurent à Censier 40% des enseignements, mais d'autres universités sont concernées avec des chiffres différents. A Paris III, 13 000 heures avaient été supprimées, suite à une coupure budgétaire de trente millions de francs. Après trois manifestations avec délégations reçues au ministère, une rallonge de 2 540 heures a été obtenue. Une misère !

Cette situation entraîne un réaménagement des horaires : les TD (travaux dirigés), déjà surchargés, pourraient fonctionner avec de cinquante à quatre-vingt-dix étudiants par cours. Ne parlons pas de l'impossibilités de dialogue dans de telles conditions de travail ! De plus, le choix habituel entre le contrôle continu (devoirs rendus pendant l'année) et l'examen terminal risque d'être impossible, les partiels étant suspendus dans certaines sections. Il faut un minimum de vingt-cinq semaines de cours pour obtenir la validation des diplômes. Cette validation est donc compromise, et même si elle était effective, se poserait néanmoins le problème qualitatif de la validité de ces diplômes.

Les étudiants demandent, dans l'immédiat, le rétablissement des heures complémentaires, le dédoublement des TD au-delà de cinquante personnes ; et à plus long terme, d'une part la titularisation des professeurs non titulaires, et d'autre part que le projet de *numerus clausus* limitant les inscriptions à l'université par l'exigence d'une mention au baccalauréat ne soit pas appliqué.

Cette grève est massivement soutenue par les étudiants, les syndicats d'étudiants (UNEF, UNEF-ID, PSA-CFDT), les enseignants et leurs syndicats (SNES sup, SGEN-CFDT).

B.

---

(1) Cette grève a été reconduite avec piquet de grève le vendredi 21 janvier.

Hernu vient faire du z'aile dans les usines d'aéronautique

CELA a tout juste fait l'objet d'un bref petit encart, en cinquième ou sixième page de la presse locale, trois jours avant, afin de ménager toute déconvenue, puis les gros titres et des pages entières le lendemain : notre bel et actuel Charles national, Hernu de son nom, ministre de l'embrigadement et de la préparation des guerres de son Etat, est venu à Toulouse réconforter et encourager les PDG, les cadres et les ouvriers des trois « fleurons », fraîchement nationalisés, de l'industrie aéronautique (Bréguet Dassault, Aérospatiale et Centre d'essais aéronautiques). Cela lui a permis de jeter en même temps une œillade pleine de promesses à la myriade d'usines satellites et sous-traitantes de cette florissante industrie qui serait, paraît-il, en train de battre légèrement de l'aile.

Dans ces usines, quarante mille ouvriers construisent sans avoir l'air d'y toucher à côté des Airbus, Mercure et autres avions de transport et de tourisme, de virils, fantastiques, futuristes avions destinés à décimer des populations entières.

La France — premier pays exportateur d'armement par habitant — vend généreusement « en veux-tu en voilà » ces belles machines aux divers Etats : Egypte, Inde, Pérou, Argentine...

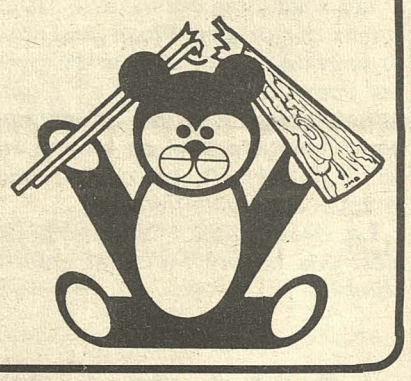
Ceux-ci, bien sûr, les utiliseront tous pour défendre leur population et leur territoire ; cent deux Mirage 2 000 ont été vendus en 1982 et début 1983.

Notre bonhomme de ministre, tout en serrant quelques mains, « les yeux dans les yeux », a promis le lancement de l'ACX, « appareil du futur », en collaboration avec les partenaires européens pour avant 1995, et l'imminente mise en route de l'ATL atlantic, nouvelle génération destinée à la marine. Qu'il est beau le futur !

En tant qu'anarchistes, nous disons encore une fois que nous ferons en sorte que plus personne n'ait à donner une parcelle de son existence pour la guerre et que l'objection de conscience et l'insoumission touchent également le milieu du travail.

Nous affirmons qu'il est déplorable de voir des pîtres de la politique dénoncer à la fois les génocides et les guerres, participer à des marches pour la paix et soutenir la vente, la construction et l'utilisation d'engins de mort.

Jean (groupe A. Camus)



La palme du racisme à M. Arreckx, maire de Toulon

MONSIEUR Maurice Arreckx est ce qu'on appelle communément un « brave homme ». Geste large, contact facile et faculté à lever le coude entre deux poignées de mains, celui qui est maire de Toulon depuis une trentaine d'années reste très attaché à sa ville. A tel point qu'il supporte mal la présence d'étrangers..., surtout quand ils sont bronzés !

Le 8 janvier, M. Arreckx présidait l'assemblée générale de *Toulon Avenir*, une société éminemment apolitique créée en 1982 pour soutenir l'action de M. Arreckx et l'aider à garder sa chère mairie où les fausses factures volent dans tous les coins. Au cours de cette réunion, M. Arreckx était en forme. Après avoir réglé son compte à la gestion socialo-communiste, il s'en est pris à sa cible privilégié : les travailleurs immigrés. Pour M. Arreckx, il ne faut pas confondre « droit d'asile » et « acceuil des chômeurs du monde entier ».

Trop de bicots chez nous... Allez oust ! « Il faut réduire d'un million le nombre des travailleurs immigrés qui séjournent en France actuellement et il faut refuser d'être la poubelle de l'Europe ».

M. Arreckx n'a pas besoin de ces travailleurs pour transformer sa ville en poubelle du fait même de ses propos ! Il est vrai que monsieur le maire de Toulon est coutumier de telles exactions verbales.

Le 10 août 1973, il avait fait voter à l'unanimité par son conseil municipal une motion dans laquelle il mettait en avant les périples encourus par les Toulonnais face au nombre grandissant d'immigrés peuplant la ville. « Dans les cités HLM du Jonquet, des Oeillets, dans la basse ville, et à Besagne, un peu partout, les Toulonnais s'inquiètent d'une cohabitation chaque jour plus difficile », pouvait-on lire dans cette motion.

Au débur de l'année 1974, M. Arreckx se rendait en Afrique du Sud. A son retour, il ne trouvait plus ses mots pour dire son admiration pour un gouvernement pratiquant l'apartheid. C'est ainsi qu'interviewé par *L'Afrique du Sud aujourd'hui* (revue officielle dudit gouvernement), le maire de Toulon déclarait : « Il

y a dans le monde, et notamment dans certains pays, de véritables génocides, un racisme très réel et qui n'est pas le fait des seuls Blancs. Il y a des peuples qui cherchent à imposer aux autres soit leur puissance, soit leur doctrine. Il n'y a rien de tout ça en Afrique du Sud. » Et le bon maire de préciser : face à la majorité noire, « cette race saine et vigoureuse » (il s'agit des Blancs, bien sûr !) saura « résoudre le difficile problème que la nature des choses impose ». Raciste, M. Arreckx ?

Allez donc... Dans une autre interview accordée — quelque temps plus tard — à un quotidien suédois, *Dagens Nyheter*, il mettait les choses au clair : « Le racisme n'a rien à voir avec la politique, on l'a dans les tripes. D'ailleurs, les Arabes sont différents de nous. Ils aiment habiter comme ils habitent. Ils veulent vivre à sept ou huit par chambre. Et ils ont d'autres habitudes. Allez voir place du Théâtre ; là, une Française ne peut pas s'y asseoir deux minutes sans que deux ou trois Arabes arrivent et se mettent à brandir ce qu'ils ont dans le pantalon. Il est temps d'agir. »

Heureusement que M. Arreckx a un programme et y reste attaché !

Jean Foriana

Post-scriptum : les derniers propos de M. Arreckx lui ont valu une plainte du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). Alors, devant ce développement, le brave maire a tenu à faire une mise au point. Il y confirme ses propos, mais en ce qui concerne cette « poubelle de l'Europe » que nous ne devons pas accepter d'être, le maire de Toulon apporte des précisions utiles : « Le maire confirme par ailleurs qu'il a déclaré que la France ne devait pas être la poubelle de l'Europe et il ne visait nullement les travailleurs immigrés (monsieur le maire est alors ou bien sénile ou bien amnésique..., peut-être les deux ! - NDLR), mais bien plutôt ces anarchistes de tous poils, ces révolutionnaires sanglants des brigades rouges et autres groupuscules. Ces trafiquants de tous ordres qui trouvent trop facilement asile chez nous. »

Voilà de quoi réjouir notre ministre de l'Intérieur...

LE CHARME DISCRET DE LA JUSTICE DE GAUCHE

DU temps de la droite, la justice était, par définition, injuste. Il y avait toujours deux poids deux mesures. La trique pour les gueux et le clin d'œil complice pour les puissants. Bref, c'était une justice de classe et de caste. Soi-disant assise ou debout, la magistrature était en fait toujours couchée. Elle était servile. Aux ordres du système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme !

Aujourd'hui, avec l'arrivée des socialo-communistes au pouvoir, les choses ont, vous vous en doutez, changé du tout au tout. Pour s'en persuader, il suffit d'examiner l'attitude de cette justice de gauche dans les affaires Sigala et Papon.

Claude Sigala, inculpé (rappelons qu'en droit un inculpé n'est qu'un coupable possible et que de ce fait il est présumé innocent jusqu'à son jugement) « d'attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de 15 ans et d'excitation de mineurs à la débauche » est emprisonné depuis maintenant quatre mois. Dans le dossier d'inculpation, rien, du vent. Car depuis que J.-C. Krief est revenu sur ses accusations, c'est le vide. Et pourtant, Sigala reste en taule. A cinq reprises, en effet, Salzmann, le juge d'instruction chargé du dossier, a rejeté les demandes de mise en liberté présentées par les avocats de la défense. Et lundi 17 janvier, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a fait de même ! Du délire ! A hurler ! Depuis quatre mois, alors qu'il ne cesse de gueuler son innocence et que le dossier d'instruction est vide, un homme est en prison sur la seule base de l'intime conviction d'un zozo qui profite de la fonction qu'il exerce pour épanouir sa névrose et poursuivre de ses foudres ceux dont il pense qu'ils ont fait ce que lui aimerait tant faire. Enfin ! Bien évidemment, ce déni de justice n'a rigoureusement rien à voir avec le fait que Sigala soit l'un des animateurs du CRA (Collectif Réseau alternatif) et qu'il se batte de toutes ses forces contre les enfermements de toutes sortes, c'est-à-dire contre la logique profonde de cette société de merde !

Maurice Papon, quant à lui, inculpé le 19 janvier 1983 « de crimes contre l'humanité » pour avoir participé activement à la déportation de 756 Juifs entre 1942 et 1944 n'a pas été emprisonné.

Pourtant, différence avec Sigala, le dossier d'inculpation regorge de pièces toutes plus accablantes les unes que les autres. Bien évidemment, cette différence de traitement entre Sigala et Papon n'a rien à voir avec le fait que Papon soit « une personnalité politique » (il a été, entre autres, ministre du Budget de 1978 à 1981) et qu'il appartienne corps et âme à cette classe politique de merde qui se partage le pouvoir au gré des poussées électorales de droite ou de gauche.

Comme on le voit, la justice de gauche diffère donc fondamentalement de la justice de droite. D'accord, on inculpe toujours des innocents et sans preuve aucune on continue à foutre en taule des gens comme Sigala. Mais, et ça c'est nouveau et d'une audace qui frise l'aventurisme, on ose désormais inculper des crevures du style de Papon. Et un jour, si, si... dans dix mille ans, on finira par leur faire payer leurs contraventions ! Ah mais !

Messieurs ! Votre cynisme est à faire dégueuler un vélo ! Au niveau de la justice comme de l'économie ou du reste, vous êtes à peine moins pire que les autres. Et c'est logique, car au fond vous êtes comme eux : des gestionnaires du vieux monde. De vulgaires gestionnaires ! Et c'est pour cela que vous n'avez pas d'avenir ! Car aujourd'hui, l'heure n'est plus à la gestion, mais à la révolution. Une révolution sociale que nous portons actuellement dans nos cœurs, mais qui déferlera un jour sur cette société en putréfaction et vous balayera comme fétu de paille, vous et votre réformisme sordide !

Jean-Marc RAYNAUD

La G.G.T. et les municipales

Il y a bientôt deux ans, toute l'intelligentsia parlementariste était en fièvre. On allait chasser Giscard et Barre et ça allait être le changement, les premiers pas vers le socialisme à la française. La suite montra qu'il y a loin des promesses électoralistes à la gérance du système capitaliste ! Mais notre propos est aujourd'hui d'analyser l'attitude du monde syndical et plus particulièrement celui de la Confédération générale du travail face à un gouvernement de gauche. On se souvient que les premiers à prêter allégeance à la rose triomphante furent les dirigeants de la CFDT, Edmond Maire en tête (1). Pour eux, la chose est claire, depuis les « assises pour le socialisme », les dirigeants confédéraux du square Montholon tentent d'enseigner aux adhérents que le syndicalisme pur et dur c'est bien beau, mais qu'il y manque une autre dimension, essentielle celle-là : l'expression politique et son moyen : le parlementarisme.

Voilà une fois de plus des gens qui pensent en fait comme Lénine, n'accordant aux travailleurs qu'une vague conscience syndicaliste, que leur véritable prolongement politique doit leur être apporté par une organisation interclassiste : le parti politique !

Pour la CFDT, la symbiose est presque parfaite, et elle a tenu ces derniers temps presque sans fausse note son rôle de « syndicat du gouvernement » chargé de faire comprendre aux masses la nécessité de l'austérité de gauche. Pour la centrale syndicale qui est encore la première de France, les choses sont un peu différentes. En effet, il y a toujours l'influence du Parti communiste qui, quand la « ligne » est unique, est facilement décelable... Mais quand l'unanimité n'existe pas au niveau politique, l'organisation syndicale hésite constamment, passant au coup par coup d'une position à une autre.

Depuis le 10 mai 81, la CGT se conduit comme toute vraie organisation syndicale, défendant les intérêts objectifs des travailleurs, tout en se présentant parfois comme un appui à la politique gouvernementale. Les deux discours se côtoient dans la plupart des textes officiels cégétistes.

Le rôle du syndicalisme dans un pays où un gouvernement de gauche est au pouvoir dépend de l'importance que l'on accorde à ce gouvernement. La place des quatre ministres communistes dans la coalition socialo-communiste est diversement appréciée dans les structures de la Confédération générale du travail. En effet, comment une organisation syndicale peut-elle, sans quelques remous internes, accepter les discours barriens d'un Jacques Delors ?

Ainsi, quand la CGT manifestait dans la rue ou animait une grève, il était toujours précisé que ces actions n'étaient pas dirigées contre la politique du gouvernement, mais contre les aggissements de la droite et du patronat.

Dernièrement, l'accent a été mis sur l'action des militants syndicaux au sein des comités d'entreprise. La grève étant une arme syndicaliste, on déplace le problème en intervenant contre le « gâchis » par l'intermédiaire des CE. Ce n'est pas le célèbre « Retroussons nos manches » lancé dans l'euphorie tricolore de libération, mais le moins qu'on puisse dire c'est que ça y ressemble drôlement ! Et du même coup, le syndicat en tant que tel reste en dehors du jeu. Ce n'est pas lui qui conseillera au patron les meilleurs investissements pour que l'entreprise aille fièrement de l'avant, mais des militants au comité d'entreprise. Comme souvent les bergers zélés de la place du Colonel-Fabien ont plusieurs fers au feu.

Le joli mois de mars arrive et avec lui les élections municipales. PC/PS doivent s'arranger pour ne pas essuyer une défaite cinglante, d'où de nombreuses tractations de couloirs. La CGT ne va pas hésiter à mettre son poids dans la balance de ces négociations.

Pour compléter le décor, n'oublions pas le contentieux CGT-PS/gouvernement. En effet, par l'intermédiaire de son ministre du travail, Auroux, le PS a subtilement attaqué la CGT par le biais de critiques des « nantis », de ceux qui avaient des conditions de travail et des salaires « accordées par un gouvernement de droite », on en passe et des meilleures !

Parallèlement à ces attaques contre la CGT, des coups de pouce discrets à la CFDT... La centrale d'Edmond Maire empiète sur le domaine cégétiste, comme par exemple le Livre (CE de *France-Soir*). Les intentions de la CFDT sont encore plus évidentes quand, comme par exemple à Peugeot-Sochaux, elle fait alliance avec FO-CGC-CFTC pour évincer la CGT du comité d'entreprise.

Il y a un peu plus d'un an, Henri Krasucki interpellait le PS dans les colonnes de *L'Humanité* (2), lui reprochant de mettre la pagaille dans la CGT, ce qui n'était pas politique pour ceux qui, oppoisitionnels à la CGT, n'avaient rien à voir avec le PS. Mais certains concepts sont imprimés à jamais dans le cerveau de certains !

C'est pourquoi, vendredi dernier, F. Mitterrand a tenu à recevoir Henri Krasucki à l'Elysée. Histoire de voir quelles sont les véritables intentions de la CGT vis-à-vis du gouvernement ou simple geste politique pour faire « mousser » la centrale de Krasucki ? Cela a au moins servi à Riton d'organiser une conférence de presse impromptue sur les marches du perron de l'Elysée et d'affirmer que « cela se passe mieux et pour les travailleurs et pour les entreprises là où la CGT est forte et bien organisée que là où elle l'est moins ». Donc on n'a pas intérêt du côté gouvernemental à concourir à l'affaiblissement de la Confédération générale du travail.

Tonton a-t-il compris la teneur du message ? L'exemple de Renault-Flins, commenté par Henri Krasucki, est significatif « des conflits se résolvant plus aisément et de manière plus constructive dans les usines où la CGT est fortement implantée que dans les entreprises où l'on a réussi à l'affaiblir ».

Voilà, avec la CGT, c'est net et carré, avec la CFDT c'est le laxisme, ils se laissent déborder par leur base !

Nous, on pense plutôt que les représentants officiels de la CGT ont mieux à faire que de servir de fantassins de choc aux tractations PC/PS. Il serait même mieux, entre autre pour enrayer la chute des cotisations syndicales, de se démarquer de tout parti politique, que la CGT soit vraiment indépendante. Ce n'est pourtant pas grand-chose de demander que la CGT soit dans la réalité telle qu'elle se définit dans les textes, ou ne sont-ils là que pour la façade ?

Il est toujours temps de rappeler aux syndiqués de la CGT qu'ils peuvent être en désaccord avec les instances dirigeantes, et le faire savoir !

Fernand BERNARD

(1) « Avant le 10 mai, le socialisme était un beau rêve, maintenant ce rêve est devenu une réalité grâce à un homme : François Mitterrand. » Edmond Maire dixit dans L'Autre Gauche. *Y'en a qui se contentent de peu !*

(2) Séguy, encore secrétaire général, avait déclaré que le choix du journal était ainsi car la CGT « malheureusement » ne possédait qu'un hebdo !

LIGNEL, LE LIVRE, ET NOS SOUVENIRS...

AVEC la nouvelle année, une sorte d'armistice est intervenue dans le conflit qui opposait Jean-Charles Lignel, le directeur des *Dépêches de Dijon* aux travailleurs du livre syndiqués à la CGT. Un accord a été signé entre les parties concernées pour que s'entament des négociations pour « permettre à une coopérative en voie de création de maintenir l'emploi du personnel concerné sur la ville de Dijon.

Le lecteur non averti se demandera peut-être pourquoi il est nécessaire d'établir un accord avec la direction des *Dépêches de Dijon* pour que le personnel « concerné sur la ville de Dijon » puisse avoir du travail.

Là est tout le problème ! Cela a débuté en 1980, le 19 février plus précisément, quand Lignel a racheté à *L'Est républicain* les actions de la société éditrice des *Dépêches de Dijon*. Jean-Charles Lignel se sentait-il des ailes de mini-Hersant ou était-ce du capitalisme sans talent ? Seules les diseuses de bonne aventure pourraient vous le dire ! On peut quand même dire qu'il y avait un problème de concurrence avec *Le Dauphiné libéré*.

Question emploi, il n'y a pas encore de problème puisque les Presses nouvelles de l'Est ont cent quatre-vingt salariés et que la rotative imprime, outre *Les Dépêches de Dijon*, des éditions du *Dauphiné*, de *L'Est républicain* et du *Comtois*. Donc, question maintien du chèque mensuel qui sanctionne la vie de tout « esclave salarié », ça baigne dans l'huile. Mais le système capitaliste a ses luttes intérieures et à la fin 81 un plan de redressement est élaboré. Ces mots (de même que restructuration ou redressement...) signifient une chose bien précise : licenciement ! Il faut dire qu'entre-temps, Jean-Charles Lignel avait une position plus que respectable parmi les actions du *Progrès de Lyon*. Et suivant, à sa manière, la logique de la concentration du capital, Lignel veut rapatrier tout son personnel dijonnais à Saint-Etienne et à Chassieu. Certains suivent, d'autres s'opposent à ce déplacement autoritaire qui leur avait été notifié le 9 août par lettre recommandée.

A partir de cette date, pour plusieurs mois, commence l'affrontement entre Lignel et les travailleurs adhérents à la FFTL (1). Ce sera une suite de conflits visant à entraver la sortie des *Dépêches*. Manifestations à Lyon devant le siège du *Progrès*, occupation des locaux à Dijon, blocages « divers » de la distribution des journaux, etc. Bref, un conflit qui rappelait celui du *Parisien libéré* (1975) qui, à son époque, a fait couler beaucoup d'encre dans *Le Monde libertaire*.

Krasucki, lors du conflit du Parisien libéré.

Les mêmes problèmes se sont posés dans ce conflit, comme à Saint-Ouen dans le passé : quelle attitude avoir en tant qu'anarcho-syndicalistes dans un conflit où les idées du Parti communiste sont largement présentes ? (2). Devons-nous nous mettre à l'écart d'une lutte parce que nous y sommes d'une influence minoritaire ? Se cantonner à être des spectateurs muets conduit objectivement à être pour les travailleurs des donneurs de leçons incapables d'agir dans le réel.

Les anarcho-syndicalistes de la CGT (comme ceux des autres confédérations), luttent avec les travailleurs pour leur mieux-être sur la base de leurs intérêts objectifs. Le fait qu'une lutte pour de meilleures conditions de travail, pour le maintien d'une entreprise, soit récupérée par un parti politique (celui-ci ou un autre) doit être dénoncé, mais ne doit pas nous rendre absent de cette lutte.

Je fermerai cette parenthèse-souvenir en rappelant pour la bonne bouche la position de certains militants d'extrême gauche dans le conflit du *Parisien* : « Des travailleurs ne se sentent pas concernés par le conflit, refusent de soutenir financièrement les grévistes ; ce ne sont pas des salauds, il suffirait que la direction soit bonne pour que tout redevienne bien ! » Autrement, si c'était pas le PC mais nous, ce serait pur et dur, bref drôlement chouette ! Et ils s'appuyaient sur la « droite » syndicale pour dire cela...

Pour en revenir à Dijon, aujourd'hui rien n'est réglé. La coopérative en voie de création à Dijon aura-t-elle assez de travaux, en plus de la *Bourgogne républicaine*, pour assurer la survie matérielle des travailleurs qui la composeront ? D'autres problèmes se posent : après la lutte, comment gérer l'entreprise et comment mener à bien cette nouvelle façon d'appréhender la réalité sociale ? De toute façon, quand les travailleurs se battent, il faut être avec ; c'est à ce prix qu'on peut, après, avoir des divergences politiques avec eux.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) Fédération française des travailleurs du livre, adhérente à la CGT. Sur toute la France, des collectes sont organisées auprès des syndiqués pour soutenir les travailleurs en lutte des Dépêches de Dijon.

(2) Prenons acte que dans le conflit des Dépêches. *la présence du Colonel Fabien est moins hégémonique que dans la lutte contre Amaury...*

LA NOUVELLE OPPOSITION

« (...) D'où la conséquence inéluctable que si la plèbe travailleuse a cru pouvoir, aux dernières élections, repousser les candidats du gouvernement comme représentants d'une idée contraire à son principe, à plus forte raison doit-elle repousser ceux de l'Opposition, les uns comme les autres étant l'expression de la même idée, de la même politique, du même ordre, avec cette différence toutefois que les candidats ministériels se donnent franchement pour ce qu'ils sont, tandis que les autres trompent les électeurs en couvrant d'un masque leur idée. »
(Pierre-Joseph Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*).

Subtilités douteuses

Ces phrases de Proudhon n'ont pas perdu de leur actualité. Les leçons qu'il tirait des candidatures ouvrières, en 1864 — il y a cent vingt ans — n'ont toujours pas touché la cervelle obtuse de l'Opposition (ouvrière, bien sûr) qui vient de se déclarer : nous avons nommé les gauchistes tendance Trotsky.

La Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière ont, en effet, produit un texte commun qui leur sert de plate-forme électorale. Qu'y trouvons-nous ?

Des nouveautés d'abord : les partis de gauche font payer la crise aux travailleurs, les syndicats soutiennent cette politique d'austérité, etc. (Pour plus de renseignements, vous reporter aux nombreux numéros du ML traitant du sujet).

Ensuite, des sous-entendus douteux : « les sacrifices sont imposés à ceux qui ont voté à gauche ». C'est ce que l'on appelle du manichéisme : les travailleurs votent à gauche, les patrons votent à droite. Les salariés qui ont voté à droite doivent être exemptés, sans doute !

Ce qui est le plus étrange dans cette histoire, c'est qu'après avoir appelé les travailleurs à voter pour le PC-PS en 1981, nos chers trotskystes jouent les étonnés. Comment, le patronat s'engraisse ? Pourtant, à l'époque, ils savaient bien ce qu'ils faisaient puisqu'ils déclaraient qu'en appelant à voter Mitterrand, ils montraient aux « masses laborieuses » l'incapacité de la gauche à satisfaire « les revendications légitimes des travailleurs ». La preuve par l'absurde, quoi !

Alors, deux cas de figure se présentaient : les travailleurs, déçus, et enfin conscients, ruaient dans les brancards et nos petits communistes profitaient de la situation pour tenter de prendre le pouvoir, comme on cueille un fruit mur prêt à être mangé. C'est ce qu'on appelle le débordement par la base. Ce premier scénario ayant échoué, un second est mis en place. Il consiste à proclamer exactement le contraire de ce que l'on clamait haut et fort il y a deux ans, à savoir que la gauche est loin d'être le remède tant vanté. Mais un changement de cap est toujours difficile à négocier et cette « avant-garde éclairée » s'y prend avec autant de bonheur que le grand frère. Donc, maintenant, la confiance dans la gauche n'existe plus. « Les travailleurs qui ont voulu le changement le 10 mai, les électeurs de gauche, ne peuvent se reconnaître dans cette politique. » Quand on prend ses désirs pour des réalités...

Alors, nous retrouvons le bon choix : « C'est le choix de voter contre la droite et de voter clairement à gauche... ». Et de s'adresser aux électeurs socialistes et communistes pour suivre Krivine et Laguiller. On croit rêver ! Mais ce n'est pas tout ; comme Lutte ouvrière, en 1981, qui nous disait : « Votons à gauche sans hésitation mais sans illusion », maintenant, les nouveaux mariés nous affirment sans rire qu'à lui seul « un bulletin de vote peut changer le sort des travailleurs, mais il peut servir à se faire entendre ».

Et voilà, la porte de sortie est entrebâillée : « ... nous ne voulons pas que la gauche continue à faire cette politique... qui favorise le retour de la droite ». Ce qui permettra à la LCR d'appeler en fin de compte à voter pour le parti le mieux placé au second tour et à LO de pratiquer la grève du vote.

L'éternelle différence

Les différences de tactiques ne doivent pas nous faire oublier que le but reste le même : la prise du pouvoir. Et ceux qui se réclament avec tant d'acharnement du matérialisme historique osent nous dire que « pour construire un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur détermination » et que « les élections municipales peuvent au moins montrer que beaucoup y sont déjà prêts ». Rien moins ! Ils se contredisent une fois de plus en voulant nous faire croire que le bulletin de vote peut être le signe avant-coureur d'une situation révolutionnaire, sinon le détonateur. Le moins que l'on puisse dire est que la ficelle est un peu grosse car quiconque observe l'histoire du mouvement ouvrier sur plus d'un siècle constatera au contraire que l'appel aux urnes a toujours été un agent de démobilisation efficace. Le même observateur notera que partout où les marxistes de toutes tendances ont sali l'histoire de leurs sales pattes, ils ont fait la preuve, par la doctrine proposée et les résultats auxquels elle a abouti que le marxisme n'est pas le socialisme.

Ainsi, les anarchistes ont compris depuis longtemps que l'étatisation ne peut qu'engendrer de nouvelles formes d'oppression et d'exploitation. Et malgré cela, les apologistes lamentablement bornés des théories de Marx ne cessent de nous rebattre les oreilles des miracles que produirait l'étatisation poussée à son maximum. Et de regretter que socialistes et communistes ne se servent pas plus du pouvoir qu'ils ont entre les mains. Pourtant, il est prouvé que les solutions qu'ils nous proposent sont loin d'être la panacée, au contraire. C'est pourquoi il nous faut rechercher la voie que doivent emprunter ceux qui veulent vraiment le triomphe du socialisme libertaire, ailleurs que dans les urnes.

Groupe Fresnes-Antony

abstention révolutionnaire !

LES élections municipales approchent et les états-majors s'agitent et battent le rappel de leurs militants et de leurs sympathisants. Car tous les partis politiques pressentent que les enjeux dépassent simplement le cadre de la simple gestion des municipalités et que derrière les municipales, c'est la gestion PC-PS qui va être jugée. Et cela, même si le gouvernement actuel s'en défend, comme tous les gouvernements précédents d'ailleurs. Comme à chaque échéance électorale, les militants anarchistes seront interpellés et sommés de s'expliquer. Et comme à l'accoutumée, on nous accusera de déserter le terrain politique et de faire le jeu de la droite. C'est pourquoi un effort de clarification est nécessaire.

D'abord, en quoi leur participation aux élections ferait-elle avancer la position des anarchistes ? En rien ! Historiquement, nous savons bien que nombre de militants anarchistes se sont retrouvés embastillés pour agitation sociale après la victoire de la gauche en 36, que les prisons du front populaire en Espagne se sont miraculeusement remplies de militants anarchistes. Et aujourd'hui, la précarité de Radio-Libertaire, menacée d'être purement et simplement étranglée par ce gouvernement de gauche, ne fait pas exception à la règle.

D'autre part, comment la participation à ces élections (comme à toute élection d'ailleurs) nous permettrait-elle de développer une pratique autogestionnaire et d'accroître la prise de conscience des travailleurs de prendre la direction de leurs affaires, de s'autodiriger, d'exercer un strict contrôle des pouvoirs ? Enfin, plus prosaïquement, pourquoi nous, militants révolutionnaires, devrions-nous faire le travail des militants des partis réformistes. Mais tout cela, camarade lecteur, n'est que délire de petit bourgeois dégénéré et attardé. Car la gauche et l'extrême gauche bien pensante veulent bien éclairer notre lanterne dans leur infinie bonté : il faut battre la droite ! Car une victoire de la droite aux municipales accélérerait le retour de la bourgeoisie aux affaires, ceci entraînant une démobilisation encore plus grande de la classe ouvrière, ce qui se traduirait par une période de replis pour le mouvement révolutionnaire dans son ensemble. L'affirmation mérite attention et nous place sur un terrain où il faut discuter « stratégie ».

D'abord, force est de constater qu'il y a changement de perspectives chez nos petits stratèges. On passe d'une tactique offensive, comme en 81, à une tactique défensive. Il ne s'agit plus de battre la droite pour faire avancer le mouvement révolutionnaire, il s'agit de battre la droite pour qu'il ne s'effondre pas. Ça doit être ça, le « changement » ! C'est donc qu'il y a eu échec quelque part. En effet, en mai 81, on nous expliquait, à l'extrême-gauche, qu'il fallait voter, car la rupture avec un pouvoir de droite vieux de vingt-trois ans et les contradictions d'un pouvoir de gauche élu sur des propositions de gauche et faisant une politique de droite (parce que réformiste et confronté à la crise) créeraient les conditions favorables à une mobilisation populaire et donc à un renforcement du pouvoir révolutionnaire. Cette dialectique est très séduisante, mais elle n'a qu'un défaut, c'est qu'elle s'est révélée complètement fausse ! Car c'est exactement l'inverse qui s'est produit (on lira avec intérêts les réflexions de « convention communiste » rapportées par *Le Monde* du 28 décembre 82). Mais, comme l'autocritique n'est pas le fort de ces brillants stratèges, ils nous rétorquent que mai 81 reste une « victoire historique » du prolétariat. Drôle de victoire en vérité. C'est ce qu'on doit appeler une victoire à la Pyrrhus. De plus, l'histoire montre qu'à chaque victoire historique de ce genre correspond une défaite non moins historique du prolétariat et donc du mouvement révolutionnaire : le Cartel des gauches, le Front populaire, la IVe République ont été rapidement suivis d'un retour en force de la droite. (Et si le front populaire reste dans les mémoires, c'est pour ses grèves et ce qu'elles ont permis d'acquérir, pas pour ses élections).

Pour en revenir à ce qui nous intéresse, l'évolution actuelle de la situation ne faisant pas exception à la règle, la droite est à nos portes et se prépare à « monter à l'assaut ». Bref, l'avenir n'est pas « rose » et on nous presse de toutes parts de voter afin d'écarter le péril révolutionnaire. Mais participation à ces élections serait-elle donc la seule planche de salut pour échapper à Chirac le musclé ?

Nous, anarchistes, ne sommes d'accord ni sur le fond ni sur la forme. Sur la forme, pour commencer. Il faut bien dire que la tactique choisie n'est pas la voie de la facilité, loin s'en faut. Les élections municipales, permettant aux électeurs d'exprimer à bon compte leur mécontentement, celles-ci sont souvent défavorables au pouvoir en place. D'autre part, le bilan de la gauche est globalement négatif, ce qui ne facilitera pas la mobilisation. Enfin, comment peut-on raisonnablement espérer mobiliser la classe ouvrière sur un mot d'ordre qui signifie implicitement qu'il y a eu échec. Car, répétons-le, il ne s'agit plus de battre la droite pour « changer les choses », il s'agit de battre la droite pour qu'elle ne revienne pas au pouvoir. Il n'est plus question de changement ! Et ça n'a vraiment rien de réjouissant après un an et demi de gestion PC-PS. Bref, les chances de victoire sur ce terrain précis sont plutôt minimes.

Mais beaucoup plus intéressante est la discussion sur le fond. Pour commencer, on observe que ce mot d'ordre concentre toute la puissance d'action de la classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire sur la droite politique et fait totalement impasse sur les mauvais coups de ce gouvernement dit de gauche. Il interdit de fait toute critique vis-à-vis de celui-ci. Car, comment critiquer un gouvernement de gauche que l'on présente comme le seul recours face à une droite menaçante ? Ce serait une attitude suicidaire. Quant à montrer le rôle historique de la gauche, qui est de préparer le terrain au retour d'une droite musclée, c'est tout à fait exclu ! Ensuite, un tel mot d'ordre bloque toute perspective d'action d'envergure sur un terrain autre que politique, sans pour autant assurer une victoire contre la droite. mais surtout, ce mot d'ordre entretient un mythe : la convergence d'intérêt entre la gauche et la classe ouvrière face à la droite. Autrement dit, la gauche serait encore capable de faire une politique différente (sous-entendu, plus favorable aux travailleurs) que ne le ferait une droite musclée.

Cela signifie qu'on aurait encore le choix entre une crise de droite et une crise de gauche. C'est complètement faux ! Et cela résulte d'une appréciation complètement erronée de la situation. Le capitalisme en est à un tel point que la gauche réformiste est et sera obligée d'employer les mêmes remèdes de cheval que la droite si elle veut sauver le navire. Ces technocrates de gauche ne contrôlent plus la situation, c'est pourquoi ils n'ont plus le choix. Dire le contraire aujourd'hui, c'est se bercer de douces illusions, mais surtout entretenir les autres dans ces illusions ! Aujourd'hui, le rôle des révolutionnaires anarchistes est d'expliquer à la classe ouvrière qu'elle se trouve à la croisée des chemins ; soit subir le capitalisme et boire le calice jusqu'à la lie, soit balayer ce système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et construire le socialisme... libertaire, bien sûr. Comme on le voit, on est très loin des élections municipales, c'est pourquoi les anarchistes s'abstiendront.

Jean-Pierre
(groupe Sevran-Bondy)

LE système colonialiste possède en lui-même de telles contradictions qu'il ne subsiste jamais plus longtemps que la réorientation des intérêts des dominateurs ne le nécessite. Ainsi, les libéraux anglais et américains avaient-ils rapidement conclu que l'autogouvernement des colonies n'est pas contradictoire avec la sauvegarde des intérêts financiers et commerciaux et que, de surcroît, il permet d'alléger considérablement les coûts administratifs, inhérents à la tutelle étatique directe.

NOUVELLE-CALÉDONIE

LES POLITICIENS DANS LA DANSE

Soucieuse d'allier démagogie politique et intérêts économiques et stratégiques, la gauche au pouvoir a entrepris une révision des vieux schémas colonialistes. Le gouvernement veut préparer l'avenir et, comme dans les DOM, entend préalablement favoriser les formations locales avec lesquelles il est en mesure d'entretenir de bonnes relations. Ainsi, par la procédure des « ordonnances », tant décriée sous le gaullisme par les actuels tenants du pouvoir, la proportionnelle a été instituée pour les élections communales, ainsi qu'un processus de réformes en faveur d'une distribution partielle des terres calédoniennes.

Le nouveau « haut commissaire » s'est récemment prononcé pour une « large autonomie de la Nouvelle-Calédonie » et présentera prochainement un projet de loi en ce sens.

Le personnel politique local cherche évidemment à placer ses pions et les diverses organisations, qui sentent un éventuel processus vers l'indépendance, s'activent fébrilement. Ainsi, le gouvernement français entreprend des concertations avec le Front indépendantiste, qui regroupe l'Union calédonienne (le principal parti indépendantiste), le Parti socialiste calédonien (qui n'est pas l'émanation du PS français) et diverses petites organisations de « libération ». La Fédération pour une nouvelle société calédonienne, giscardienne, trouve des points d'accord avec le Front indépendantiste, tandis que le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, à consonnance RPR et ultra-réactionnaire, fervent partisan de la Nouvelle-Calédonie française, exige des élections anticipées à l'Assemblée territoriale.

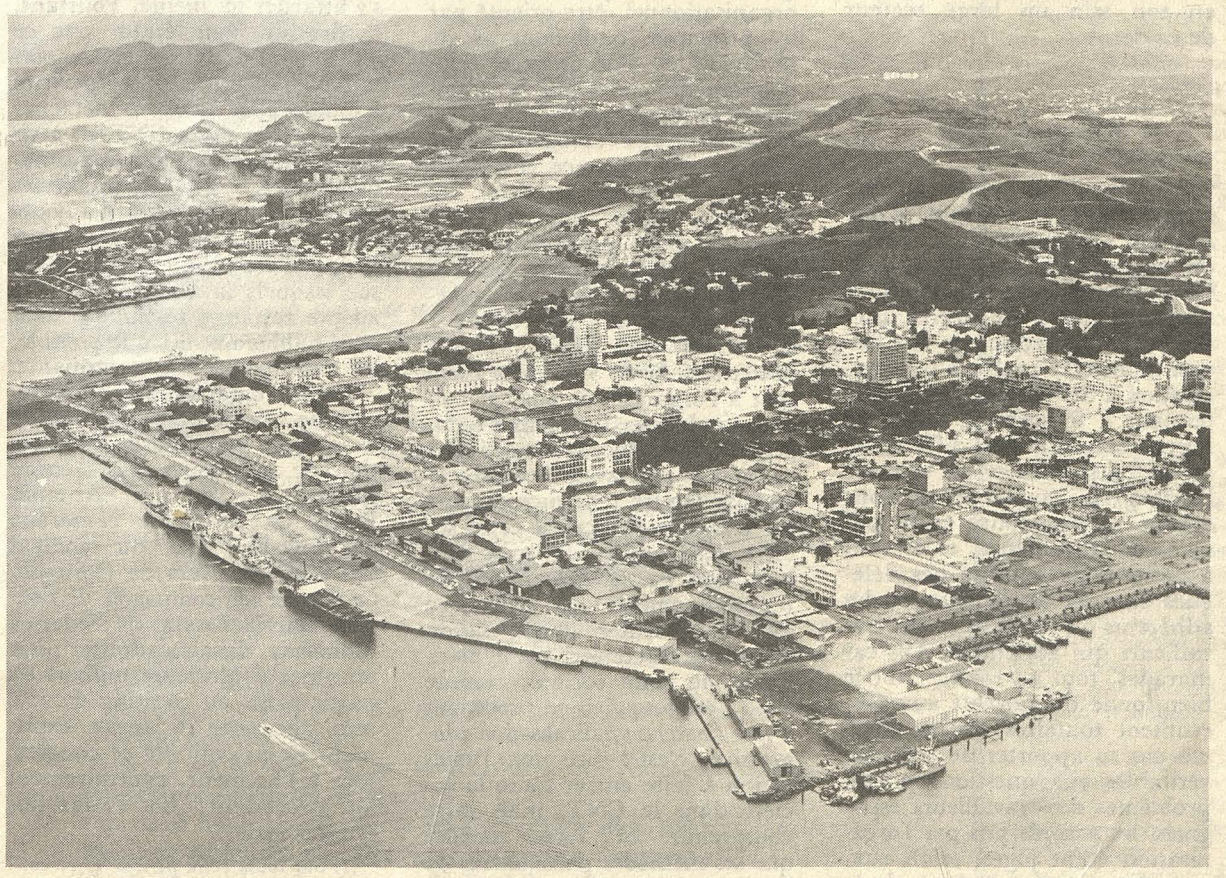
Dans l'état actuel des choses, il est une seule certitude : chaque fois qu'une puissance colonialiste a « décolonisé », elle a imposé, derrière elle, un cadre étatique à son image qui puisse garantir le maximum de ses intérêts. La gauche PS-PC n'y dérogera pas et cherche déjà ses futurs interlocuteurs.

Ainsi, certains leaders indépendantistes parlent de « former des cadres »... Pour la succession, sans doute ? Déjà, un des principaux cadres du Front indépendantiste est vice-président du conseil de gouvernement. Un leader de l'Union calédonienne, parti membre de ce front, est député et son parti a élaboré un projet de constitution dont le préalable accepté est la négociation avec l'Etat français. Et le président de la FNSC, alliée du Front indépendantiste, de déclarer sous sourciller : « C'est avec les indépendantistes qu'on peut sauvegarder les intérêts de la France dans la région. » Sans commentaire !

Pourtant, les incidents entre caldoches (population blanche) et Kanaks démontrent par leur permanence que, si on peut parler d'une conscience de classe définie par un tissu économique moderne, cette conscience de classe se formalise, en revanche, à travers la puissante unité ethnique et culturelle kanak. L'esprit de révolte, la résistance à la perte de la culture kanak, en sont les garants. Mais les particularismes culturels kanak, le type de société traditionnel, l'autoreconnaissance en l'identité mélanésienne, exigent un type d'organisation et de coordination spécifique, adapté à la vie en structure tribale et, surtout, capable de la dépasser. La structure fédéraliste libertaire, tout en étant le seul moyen de se garantir contre l'émergence d'éventuels notables et d'une nouvelle hiérarchie pressenties dans le programme d'une « Nouvelle-Calédonie kanak et socialiste » du Front indépendantiste, offre de plus l'avantage d'une préparation active à la pratique de la gestion directe des affaires communales et d'une industrie, locale et adaptée, à naître.

L'organisation classique du parti, qu'il soit d'intégration ou d'opposition, ne sera jamais que le porte-parole de ses seuls adhérents, devenant rapidement oligarchique parce que délaissant nécessairement les potentialités de gestion directe du peuple au profit d'une poignée avant-gardiste concentrant entre ses mains l'essentiel, sinon la totalité, des pouvoirs de décision. L'essor vers le fédéralisme libertaire excluerait néanmoins un retour à certains principes coutumiers quasi-féodaux. Ainsi, si la concertation entre tous les membres d'un groupe concerné par une décision est de rigueur, la prépondérance du « chef coutumier » est une réalité ; le statut de la femme, d'autre part, n'a guère évolué et celle-ci est souvent cantonnée dans un rôle subalterne de ménagère. Heurter violemment les traditions est dangereux et, comme tout autoritarisme, se transforme rapidement en oppression, à l'instar des pratiques marxistes dans bien des pays du Tiers-Monde, et aboutit exactement à l'inverse du but recherché. La souplesse du fédéralisme libertaire et son action d'intégration de toutes et de tous dans les réalités de la gestion des affaires par les intéressés eux-mêmes sont à même de faire évoluer les mentalités, tout en conservant ce que la culture traditionnelle peut avoir de positif pour l'individu.

B. ROUSSELOT



La baie de Nouméa

TURQUIE

PROCÈS D'UN GROUPE PACIFISTE

EN septembre 1982, le président du tribunal d'Ankarra a rejeté la requête des avocats du président de l'Association turque pour la paix. Ces messieurs de la cour demandaient que Mahmut Dikerdem soit autorisé à subir une opération chirurgicale urgente puisque cet homme est atteint d'une tumeur à la prostate.

Cet homme, âgé de 66 ans, est aujourd'hui dans un état critique, et de nombreuses organisations occidentales mènent une campagne d'information sur cet ancien ambassadeur qui a été arrêté avec d'autres dirigeants de cette organisation pacifiste, le 26 février dernier. Ces hommes sont actuellement inculpés en vertu des articles 141 et 142 du Code pénal turc, d'appartenance à une organisation illégale et subversive pouvant attenter à la sûreté de l'Etat. L'acte d'accusation, long de plusieurs pages, précise que cette organisation pacifiste — légale jusqu'au coup d'Etat de septembre 1980 — a collaboré avec des associations, des syndicats et des sympathisants individuels dans le but de développer la lutte contre le pouvoir dans le sud-est de la Turquie où se trouve la plus grande partie de la minorité kurde.

Le procès de cette organisation non violente, qui a débuté le 24 juin 1982, est un exemple cruel de la répression menée par les militaires qui sont en place avec la bienveillance du gouvernement Reagan. Le président de cette association pacifiste est dans un état déplorable et le refus du président du tribunal d'envoyer l'inculpé dans un hôpital est un fait qui prouve, s'il en était encore besoin, la détermination de la junte fasciste turque qui n'a rien à envier au pantin Jaruzelski à propos de la torture et de la mise en application de la peine de mort.

Dans la charrette des détenus, il y a madame Isvan, épouse d'un des cinquante-deux syndicalistes (DISK) qui risquent eux aussi l'exécution capitale pour avoir mené des meetings, des réunions et des débats dans la classe ouvrière aspirant à la liberté.

Il y a de nombreuses années, de sombres Colonels torturaient au pied de l'Acropole, avec l'accord de l'ensemble des Etats ; aujourd'hui, il s'agit de son voisin, ennemi de longue date, qui ne se gêne pas pour bafouer les droits les plus essentiels de l'individu, syndicalistes, pacifistes ou sympathisants individuels.

Actuellement, les projecteurs sont largement braqués sur la Pologne où les ouvriers polonais subissent la dictature de l'ours marxiste, et nous nous sommes faits l'écho favorable des luttes sincères menées par le syndicat libre Solidarnośc. Mais notre vision est ample et nous sommes depuis toujours conscients que seul l'Etat est le véritable bourreau du peuple, aujourd'hui en Pologne, mais aussi en Turquie où l'armée revêt le même uniforme d'oppression.

Les militants anarchistes condamnent la politique menée par les yankees en Turquie, et continuent à dénoncer celle menée par la clique marxiste de Moscou. Il est grave, et pourtant logique, de constater le jeu truqué du Parti communiste français et des autres organisations, gauchistes, qui choisissent selon l'humeur leurs martyrs qu'ils pourront exposer en première page de leurs feuilles de chou.

Le PCF soutient les opprimés turcs et enfonce les internés polonais ; les gauchistes trient les combattants du Salvador et oublient les militants anarchistes torturés il y a quelques années dans l'île de Corfou.

Si nous ne nous élevons pas contre ces gens-là aujourd'hui, il se peut que demain notre cri de liberté soit étouffé par leurs bâillons rouges.

Roger (groupe de Versailles)

VI^e congrès de la C.N.T.

« MAS ALLA DEL CAMBIO »

Au-delà du changement

DEPUIS le retour à la vie publique des organisations politiques et syndicales espagnoles, nous vous avions informés, en fonction des éléments dont nous disposions, de l'évolution générale de la Confédération nationale du travail, cette historique organisation anarcho-syndicaliste, fer de lance de la révolution espagnole de 1936-39, et qui a connu une histoire quelque peu agitée depuis sa réapparition officielle après la mort de Franco.

Après une série de discussions âpres et d'affrontements internes souvent violents, on se souvient que la CNT tint finalement son premier congrès d'après la période fasciste au mois de décembre 1979 à Madrid. Il est admis que ce congrès, aboutissement d'une activité syndicale réduite compte tenu de ces discussions et affrontements, fut celui de la clarification et de la réaffirmation des principes et finalités de l'organisation, qu'une minorité de délégations tenta de jeter par dessus bord avant de faire scission (1).

Le congrès de la stratégie syndicale

Trois années se sont écoulées depuis, au cours desquelles la CNT a connu un certain nombre de difficultés ainsi qu'une incontestable baisse d'affiliation, dues à un certain nombre de raisons, mais expliquées par certains, comme nous le verrons, par son refus de participer aux élections de délégués aux comités d'entreprise. Le boycott de ces miniparlements syndicaux, s'il a été une position juste et courageuse de la part de la CNT, l'a toutefois reléguée à une relative marginalisation dans le monde des organisations ouvrières et auprès des travailleurs. Cette baisse d'influence de l'anarcho-syndicalisme a eu pour principale conséquence d'amener un nombre croissant de camarades espagnols à opter pour la présentation de candidats de la CNT aux prochaines élections syndicales. Certains d'entre eux, peu nombreux il est vrai, n'ont d'ailleurs pas attendu ce VI^e congrès, qui s'est tenu du 12 au 16 janvier à Barcelone, pour prendre les devants et participer à de récents scrutins syndicaux (voir ML de novembre et décembre). Cette prise de position, la réaction immédiate qu'elle a entraîné de la part de ceux qui restent opposés à cette conception, faisaient de ce VI^e congrès, nous le savions avant qu'il ne débute, celui de la stratégie syndicale dont la CNT va se doter pour les mois à venir. Et comme prévu, le point 8 de l'ordre du jour, « Situation et actions syndicales », a été le temps fort du congrès, tout en débats passionnés et passionnants, dont l'un des mérites est de sortir ces grands rendez-vous du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste du ronron chloroformisant des rencontres de politiciens ou de syndicalistes professionnels où tout est joué d'avance.

De nouvelles données

Après avoir débattu et décidé du fonctionnement du congrès, après que le secrétaire général sortant de l'organisation, José Bondia, eut complété son rapport de gestion, approuvé à une large majorité bien que soumis à de dures critiques, les délégués se sont donc penchés sur l'évolution de la situation syndicale depuis 1979. L'arsenal des lois concernant le monde du travail, leur acceptation intéressée par les deux centrales syndicales majoritaires, l'UGT (socialiste) et les Commissions ouvrières (communiste), a permis l'implantation d'une parodie de démocratie bourgeoise et parlementariste au sein de la classe ouvrière, favorisant le développement d'un syndicalisme vertical et collaborationniste. Le but premier de cette opération étant de satisfaire patrons, gouvernants, « syndicalistes » de métier et partis politiques, au profit d'une société capitaliste adepte du consensus social, tarte à la crème qui permet de faire durer la société de classes et l'exploitation du plus grand nombre par une poignée de parasites. Dans les faits, l'élaboration d'une loi sur la grève et du Statut des travailleurs ont institutionnalisé le comité d'entreprise, seul organisme représentatif reconnu, et nié la section syndicale d'entreprise, reléguée au rôle symbolique de comparse de cette entité infréquentable. Ces dernières années ont heureusement détourné les travailleurs espagnols des illusions purement électoralistes en matière syndicale, et les complices de la domestication du mouvement ouvrier ont été amené récemment à réviser quelque peu leurs tactiques.

En premier lieu, l'UGT, reléguée au second plan après la victoire répétée des Commissions ouvrières aux élections syndicales, se montre aujourd'hui, à la faveur de la venue au pouvoir du Parti socialiste, opposée aux comités d'entreprise, dont elle souhaite la disparition sous leur forme actuelle, et favorable à une nouvelle législation du travail dont l'élaboration serait en cours. Pour leur part, les Commissions ouvrières connaissent à leur tour une décomposition et une perte considérable d'adhérents, accélérées par une série de dissensions internes et la déroute récente du Parti communiste aux dernières élections. Défenseurs inconditionnels des comités d'entreprise au sein desquels elles restent majoritaires, les Commissions ouvrières entonnent à nouveau un air connu, corroboré par les déclarations récentes de leur secrétaire général, Marcelino Camacho, sur le thème de l'unité syndicale, proposant la fusion à moyen terme de chacune des deux organisations, socialiste et communiste. Loin d'accepter, l'heure est aux réglements de compte et l'UGT, après la disparition prévue des CE, serait plutôt disposée, tablant sur la désintégration du syndicat communiste, à intégrer en son sein un large secteur de ce dernier.

LA C.N.T, EN CHIFFRES : IMPLANTATION NATIONALE — NOMBRE D'AFFILIÉS

Fédération régionale d'Andalousie	10 241
Fédération régionale d'Aragon	823
Fédération régionale Asturies-Leon	4 837
Fédération régionale de Catalogne	31 254
Fédération régionale de Cantabrie	157
Fédération régionale centre (Castille)	14 080
Fédération du Pays Basque	1 213
Fédération régionale d'Extremadure	252
Fédération régionale extérieure (exil)	1 115
Fédération régionale de Galice	611
Fédération régionale de Murcie	806
Fédération régionale de Rioja	341
Fédération régionale de Valence	19 675
Total	**86 345**

Elections... oui

Se basant sur cette analyse et considérant la possibilité d'une nouvelle législation du travail qui sonnerait le glas des actuels CE et redonnerait aux sections syndicales une réelle liberté d'action, un large secteur de la CNT s'est montré favorable à la participation à des élections syndicales tendant à mesurer le degré de représentativité des différentes centrales syndicales au sein de l'entreprise, supprimant tout organe intermédiaire entre patrons et travailleurs, et servant à désigner le nombre des délégués chargés de la défense des adhérents du syndicat et des travailleurs qui l'appuient. Ces camarades, tout en réaffirmant le bien-fondé du boycott aux CE, estiment toutefois que la CNT n'a pas su apporter de réponses véritables aux questions et aux problèmes des travailleurs espagnols, les accords pris par l'organisation étant jugés, selon eux, trop théoriques et éloignés de la réalité sociale et syndicale du pays. Dans le rapport de synthèse soumis à l'approbation du congrès, où cette position, très légèrement majoritaire, transparaît, ces camarades réaffirment la nécessité de renforcer l'action de la CNT basée sur les sections syndicales comme forme de représentation, sur les syndicats comme forme d'organisation et sur les assemblées comme organe de discussion et d'expression unitaire des travailleurs dans l'entreprise. Ils se prononcent pour une campagne en faveur de la dissolution des CE, pour l'abandon de ceux-ci par les camarades qui ont pu y être élus, pour une campagne de propagande et de pression en faveur de la liberté syndicale au moyen d'une nouvelle loi reconnaissant les sections syndicales, la suppression de la loi sur la grève, la réappropriation du patrimoine historique de la CNT, etc. Parallèlement à une campagne d'affiliation, ces camarades se sont donc finalement prononcés, si ces conditions sont réunies, pour la présentation aux élections syndicales.

Elections... non

Opposé à ce dernier point de vue, même dans le cadre d'une nouvelle législation, un autre courant, de force sensiblement égale, a basé son argumentation sur le fait que toute décision d'ordre tactique doit, au même titre que tout changement d'ordre organisationnel, être orienté par les principes fondamentaux de la CNT, en l'occurrence celui d'action directe. Dans la philosophie de cette organisation, tactique, stratégie et finalité sont liées par une essence commune et ne peuvent se contredire. De la même façon que la CNT repousse toute forme d'électoralisme au niveau interne, l'assemblée du syndicat restant souveraine, elle se doit de repousser ce moyen dans son action sur l'extérieur. Deux voies se présentent à l'organisation sur cet épineux problème. La première, favorable aux élections syndicales et exposée plus avant, est présentée par l'autre tendance comme un accommodement à cette société, telle qu'elle est, avec l'acceptation de sa mécanique de fonctionnement. La deuxième est de présenter l'organisation comme un facteur niant le bien-fondé de cette société, comme elle l'a été jusqu'ici, en procédant à une anarcho-syndicalisation progressive, c'est-à-dire non l'aspiration à faire entrer toute la société dans la CNT, mais faire comprendre aux forces sociales que ses méthodes particulières de lutte sont le moyen pour parvenir un jour à l'émancipation de la société. L'électoralisme, quelle que soit la forme qu'il prend et son caractère délégationniste, appliqué à la CNT dans le concert syndical officiel et en vigueur transformerait radicalement et de manière néfaste, selon ces camarades, l'outil anarcho-syndicaliste.

L'échec des comités d'entreprise, le départ nombreux de travailleurs des syndicats majoritaires, étaient sur le point, toujours à leurs yeux, de porter leurs fruits et de bénéficier à la CNT, jusque-là opposée aux élections syndicales. Ce courant, dont José-Luis Garcia Rua, de Grenade, et Juan Gomez Casas, premier secrétaire général de la CNT de l'après-franquisme, ont été les principaux porte-parole, considère qu'il serait négatif de tenir un langage différent, sinon contraire, à celui tenu jusqu'à présent, surtout en un moment où tout semble confirmer la justesse des positions prises lors du V^e congrès de Madrid.

Une véritable majorité n'ayant pu se constituer en faveur de l'une ou l'autre de ces deux conceptions, les délégués ont décidé finalement de convoquer, dans un délai de deux ou trois mois, un congrès extraordinaire avec un seul point à l'ordre du jour, celui précisément de la stratégie syndicale à venir.

Ce point ayant constitué l'essentiel des débats, de par son importance, il est normal de s'y attarder ici même. Pourtant, l'ordre du jour établi par ce VI^e congrès de Barcelone comportait bien d'autres points, parmi lesquels nous pouvons détacher les positions de la CNT vis-à-vis de la situation militaire, des nationalismes — l'un des problèmes majeurs de l'Espagne d'aujourd'hui —, des mouvements marginaux, etc., autant de sujets sur lesquels la Confédération a adopté certaines résolutions dont nous publierons, dès que possible, les extraits les plus marquants.

Enfin, l'organisation a procédé, comme elle le fait à la fin de chacun de ses congrès, à l'élection de son nouveau secrétaire général. Ce dernier, Antonio Perez, est un jeune camarade de vingt-huit ans, du syndicat des métiers divers de Cordoue. Ce dernier, en compagnie de José-Luis Garcia Rua et de Federica Montseny, devait s'adresser pour terminer à plusieurs milliers de participants au meeting de clôture, dimanche 16 janvier, exprimant ce qu'avait été ce congrès, tout à l'honneur, contrairement au précédent, de l'anarcho-syndicalisme.

(1) Sur toute cette période et ce congrès, voir les numéros du ML de janvier 1980.

En marge du VI[e] Congrès de la CNT.

DISONS-LE tout de suite, les participants de ce congrès n'ont pu relever de défauts majeurs dans l'organisation mise en place.

Les délégués, invités et observateurs ont été reçus toute la journée précédant le congrès au siège de la fédération locale de Barcelone (Plaza Duque de Medicinati). Tout était prévu et, immédiatement, ils étaient en possession de leur carte d'accès au congrès, de divers plans de Barcelone, du programme de la semaine culturelle qui avait lieu parallèlement et d'une chambre d'hôtel. Les compagnons avaient, à cet effet, obtenus des réductions dans de nombreux hôtels de Barcelone et conçu une organisation permettant de couvrir les besoins essentiels d'un millier de participants.

Barcelone, pendant cette semaine, témoigna d'une intense activité libertaire. Des milliers d'affiches couvraient les murs de la ville et de gigantesques calicots annonçaient le congrès. Dans le Palais des Sports, sur le lieu même du sixième congrès, l'organisation restait efficace. Un accueil était prévu, avec diverses facilités, comme des postes téléphoniques, etc. Ainsi, nous avons pu, pendant les sessions, joindre quotidiennement Radio-Libertaire et informer nos auditeurs parisiens des travaux de la confédération anarcho-syndicaliste espagnole.

Les tables de presse, dans le hall d'entrée, ont recueilli une attention toute particulière de la part des participants. La littérature anarcho-syndicaliste et anarchiste était bien en vue, de même que *CNT* et *Solidaridad Obrera* avec son numéro spécial. Dire que l'athénée libertaire de Mostelos (Madrid) a vendu la quasi-totalité de ses sept cents kilos de livres, c'est démontrer le grand intérêt manifesté, par les participants et tous ceux qui ont assisté au meeting de clôture, pour les idées et les réalisations libertaires.

Sur le plan matériel de la restauration des congressistes, malgré certaines difficultés, un bon millier de repas étaient servis chaque jour et les compagnons préparèrent, de jour comme de nuit, plusieurs milliers de sandwiches et de boissons.

Parallèlement aux sessions, se tenaient de nombreuses réunions diversifiées. Certaines salles annexes étaient réservées au travail des commissions (la commission sur les élections syndicales a siégé trois nuits de suite !) alors que dans d'autres se déroulaient des réunions consacrées à l'antimilitarisme, aux moyens d'expression libertaire (*Le Monde libertaire* et Radio-Libertaire y étaient représentées) ou même des rencontres entre les délégués de l'Association internationale des travailleurs ou de l'Internationale des fédérations anarchistes.

L'ensemble de la presse, de la radio et de la télévision espagnoles ont diffusé cet événement, ainsi que le meeting de clôture. Parfois, on a pu lire des pages entières sur les travaux du congrès anarcho-syndicaliste dans les quotidiens. Malgré tout, il reste inutile de s'apesantir sur certains journaux qui semblent avoir pour vocation de déformer et de tronquer l'information. L'interprétation de certains textes du congrès était parfois plus que tendancieuse...

Si la structure du Palais des Sports rendait difficile une sonorisation parfaite des débats, en revanche les congressistes pouvaient suivre partout les débats grâce à une retransmission vidéo et à chaque instant. Les bandes vidéo, conservées, constitueront des archives précieuses de ce que fut le sixième congrès de la Confédération nationale du Travail : un grand moment de l'anarcho-syndicalisme, rendu possible grâce à la rigoureuse organisation des compagnons espagnols.

RENCONTRES INTERNATIONALES LIBERTAIRES EN ESPAGNE

AU mois de mai 82, l'athénée libertaire du quartier « Poble Sec » de Barcelone lançait l'initiative de rencontres du mouvement libertaire.

Dans un premier temps, un appel était transmis à tous les groupes, collectifs ou individus qui avaient des activités dans le domaine social, populaire, culturel et ouvrier du mouvement libertaire de Barcelone.

Cette initiative ayant suscité un grand intérêt, il fut décidé d'élargir ces rencontres non seulement à l'Espagne, mais aussi à un niveau international.

Ces rencontres seraient un lieu d'échanges et de débats pour à la fois développer les idées libertaires à travers des manifestations ouvertes au public, et d'organiser des rencontres entre les groupes afin de confronter les expériences et trouver des terrains d'entente et de coordination du mouvement.

Profitant de notre passage à Barcelone à l'occasion du sixième congrès de la CNT, nous nous sommes rendus à une réunion qui avait lieu le samedi 15, à l'athénée libertaire de « Poble Sec ».

Une trentaine de personnes étaient réunies, représentant des athénées libertaires des collectifs libertaires, et d'autres groupes ayant des activités écologistes, antimilitaristes, et autres mouvements alternatifs.

De nombreux débats ont eu lieu :

- au sujet de l'utilité de telles rencontres, alors que le mouvement libertaire espagnol (en dehors du champ syndical occupé par la CNT) n'est pas réellement organisé au niveau local ;

- sur les nombreuses contradictions qui existent entre certains groupes qui, voulant être « les plus ouverts possible » n'ont plus grand-chose de libertaire ;

- pour savoir si le moment était opportun pour regrouper et organiser les forces libertaires ou, s'il fallait encore en discuter, confronter et clarifier les positions de chacun ;

- sur des athénées libertaires qui pensaient être capables de cristalliser et de coordonner les différentes initiatives, d'abord à un niveau local, puis ensuite qui pourraient envisager un regroupement au niveau du pays.

Ces rencontres auront lieu au cours de l'été 83, cette saison étant privilégiée pour accueillir des personnes venant des quatre coins de l'Espagne et du monde.

Des contacts sont pris afin que nous participions à ces rencontres.

Ce qui nous intéressait :

- tout d'abord développer les contacts que nous avons avec le mouvement libertaire espagnol ;

- apporter notre expérience en tant qu'organisation spécifique existant depuis de nombreuses années, avec ses moyens d'expression : *Le Monde libertaire* et, plus récemment, Radio-Libertaire, en tant que groupes libertaires fédérés avec nos pratiques et nos luttes au niveau local.

Semaine culturelle internationale à Barcelone

UN congrès de la CNT dépasse largement le cadre des travaux d'une organisation qui fait le point sur son passé, son présent et son avenir. La Fédération locale de Barcelone de la CNT, responsable de la tenue du congrès, posait un problème insoluble aux délégués venus du monde entier. Parallèlement aux sessions de travail, se déroulait une semaine culturelle, et il était difficile, sinon impossible, d'être partout. Qu'on en juge plutôt, par la variété des programmes.

Conférences-débats

Elles se sont déroulées dans le salon de l'AISS, 18, via Layetena (ex-via Durruti), avec le contenu et les intervenants suivants (à quelques exceptions près, les participants prévus furent présents), et cela devant une salle bondée pour chaque débat :

- samedi 8 janvier à 12 h : « les mouvements marginaux », avec Paolo Finzi, Augustin Garcia et Antonio Campillo ;
- dimanche 9 janvier, à 12 h : « les auteurs et la scène », avec Arrabal et Augustin Garcia ; à 17 h : « la liberté de l'enseignement », avec Ramon Calopa, Fernando Savater et Carlos Otero ;
- lundi 10 janvier, à 12 h : « l'anarchisme aux Etats-Unis » (film) ; à 17 h : présentation de l'institut Anarchos de Montréal, avec Dimitri Roussopoulos, Marty Blat et Yolande Cohen ;
- mardi 11 janvier, à 12 h : « la femme dans les luttes sociales », avec Federica Montseny et Yolande Cohen ; à 17 h : « prisons », avec Gonzalo Martines, Joaquin Rodriguez et Mateo Segui ;
- mercredi 12 janvier, à 12 h : « le mouvement ouvrier : les relations historiques CNT-UGT », avec Juan Gomez Casas et Pablo Castellanos ;
- jeudi 13 janvier, à 12 h : « nationalisme, anarchisme et universalisme », avec Daniel Cohn-Bendit, Josep Termes, Carlos Otero, Eduardo Colombo, A. Lopez Campillo, Pep Castells et F. Sabater ;
- vendredi 15 janvier, à 12 h : « l'individu, l'organisation, l'Etat », avec C. Castoriadis, René Lourau, Jose Luis Garcia Rua ;
- samedi 15 janvier, à 12 h : projection video : Patagonie rebelle » ; à 17 h : « répression en Amérique du Sud », avec Osvaldo Bayer, Anibal y Raquel, Alberto Belloni et Eduardo Colombo.

Nous sommes très conscients de la sécheresse d'une telle énumération qui ne rend pas compte du contenu des débats. Le ML ne cette semaine n'y suffirait pas, et le temps nous manque avant le bouclage du journal. Nous essaierons d'en donner des extraits dans de prochains numéros.

L'exposition

A partir des archives récupérées par la CNT récemment et en collaboration avec le service culturel de la mairie de Barcelone, l'Institut d'histoire et l'Athénée encyclopédique, le comité régional présentait une exposition exceptionnelle à la Casa de l'Ardiaca — du 10 au 30 janvier.

Tous les jours, 1 500 personnes ont pu découvrir les preuves irréfutables du rôle moteur de l'anarcho-syndicalisme dans la seule révolution sociale authentique qui se soit déroulée à la surface du globe : photos, déclarations, documents écrits, diapositives, films, etc. Brusquement, cinquante ans s'effaçaient et devant nous revivaient les heures grandioses de cette épopée révolutionnaire. Que l'on imagine l'émotion des visiteurs de l'exposition quand brusquement un de ces visiteurs reconnaissait sur l'écran vidéo, qui un parent, qui un ami ! Il faut absolument que cette exposition puisse être montrée partout et en particulier en France !

Cinéma

En collaboration avec la filmothèque de Barcelone, le syndicat des arts graphiques présentait des courts et longs métrages réalisés en 1936-1939, suivis de débats auxquels participaient des réalisateurs de certains des films. Là encore, le temps était aboli, et la salle de la filmothèque débordait d'enthousiasme au cours de la vision de ces témoignages inestimables d'un passé toujours vivant. Le programme, finalement modifié, était le suivant :

- lundi 10 janvier : documentaires 1936-1939 ;
- mardi 11 janvier : *Bas-Quartiers* (1937) ;
- mercredi 12 janvier : documents historiques 1936-1939 ;
- jeudi 13 janvier : *Aurore* (1937).

Théâtre et variétés

Dans la salle Paseo de Triumfo (quartier Poble Non), furent présentés au public :

- jeudi 13 janvier : *La Paresse*, de Tartana Trull, par la troupe de Ricardo Taleznik ;
- vendredi 14 janvier : le groupe « Arrels » et le chanteur de flamenco El Cabrero, célèbre autant par son talent que par ses démêlés récents avec la justice (voir ML n° 461) ;
- samedi 15 janvier : *Mort accidentelle d'un anarchiste*, de Dario Fo, avec le groupe Piraña.

Pour conclure, un regret : celui de l'impossibilité de tout voir et entendre, et un motif de satisfaction : la mesure de l'influence intacte de la CNT sur le terrain social, économique et culturel.

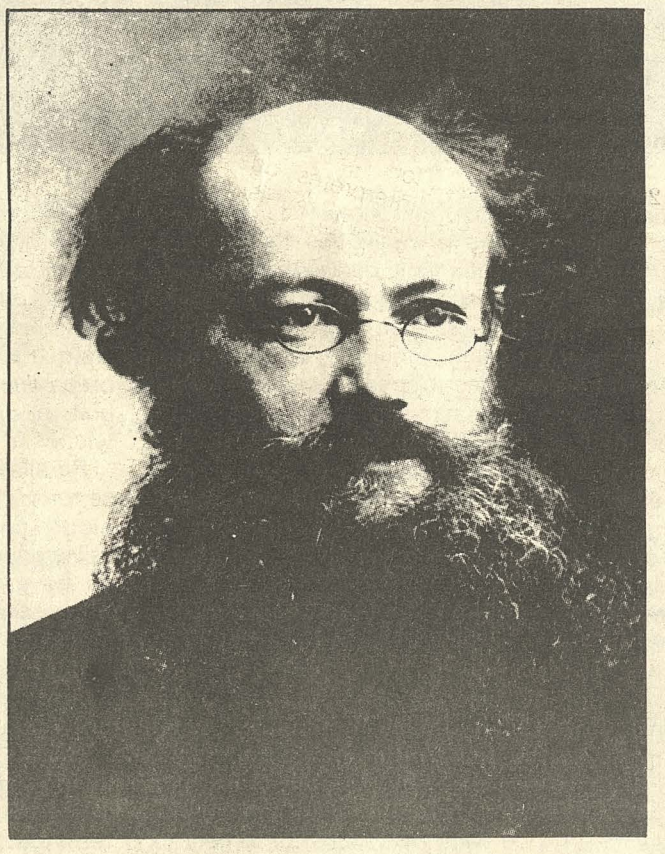
Du gouvernement représentatif

par Pierre Kropotkine

ON comprend la délégation, lorsque cent, deux cents hommes qui se rencontrent chaque jour à leur travail, à leurs affaires communes, qui se connaissent à fond les uns les autres, qui ont discuté sous tous ses aspects une affaire quelconque et qui sont arrivés à une décision, choisissent quelqu'un et l'envoient s'entendre avec d'autres délégués du même genre sur cette affaire spéciale. Alors, le choix se fait en pleine connaissance de cause, chacun sait ce qu'il peut confier à son délégué. Ce délégué, d'ailleurs, ne fera qu'exposer devant d'autres délégués les considérations qui ont amené ses commettants à telle conclusion. Ne pouvant rien imposer, il cherchera l'entente, et il reviendra avec une simple proposition que des mandataires pourront accepter ou refuser. C'est même ainsi qu'est née la délégation : lorsque les communes envoyaient leurs délégués vers d'autres communes, ils n'avaient d'autres mandats. C'est encore ainsi que font aujourd'hui les météorologistes, les statisticiens dans leurs congrès internationaux, les délégués des compagnies de chemins de fer et des administrations postales de divers pays.

Mais que demande-t-on maintenant aux électeurs ? On demande à dix, vingt mille hommes (à cent mille avec le scrutin de liste), qui ne se connaissent point du tout, qui ne se voient jamais, ne se rencontrent jamais sur aucune affaire commune, à s'entendre sur le choix d'un homme. Encore cet homme ne sera-t-il pas envoyé pour exposer une affaire précise ou défendre une résolution concernant telle affaire spéciale. Non, il doit être bon à tout faire, à légiférer sur n'importe quoi, et sa décision fera loi. Le caractère primitif de la délégation s'est trouvé entièrement travesti, elle est devenue une absurdité.

Cet être omniscient qu'on cherche aujourd'hui n'existe pas. Mais voici un honnête citoyen qui réunit certaines conditions de probité et de bon sens avec un peu d'instruction. Est-ce lui qui sera élu ? Evidemment non. Il y a à peine vingt personnes dans son collège qui connaissent ses excellentes qualités. Il n'a jamais cherché à se faire de la réclame, il méprise les moyens usités de faire du bruit autour de son nom, il ne réunira jamais plus de deux cents voix. On ne le portera même pas candidat, et on nommera un avocat ou un journaliste, un beau parleur ou un écrivassier qui apporteront au Parlement leurs mœurs du barreau et du journal et iront renforcer le bétail de vote du ministère ou de l'opposition. Ou bien ce sera un négociant, jaloux de se donner le titre de député, et qui ne s'arrêtera pas devant une dépense de dix mille francs pour acquérir de la notoriété. Et là où les mœurs sont éminemment démocratiques, comme aux Etats-Unis, là où les comités se constituent facilement et contrebalancent l'influence de la fortune, on nommera le plus mauvais de tous, le politicien de profession, l'être abject devenu aujourd'hui la plaie de la grande République, l'homme qui fait de la politique une industrie et qui la pratique selon les procédés de la grande industrie, — réclame, coups de tam-tam, corruption.



Changez le système électoral comme vous voudrez : remplacez le scrutin d'arrondissement par le scrutin de liste, faites des élections à deux degrés comme en Suisse (je parle des réunions préparatoires), modifiez tant que vous pourrez, appliquez le système dans les meilleures conditions d'égalité, — taillez et retaillez les collèges, — le vice intrinsèque de l'institution restera. Celui qui saura réunir plus de la moitié des suffrages (sauf de très rares exceptions, chez les partis persécutés) sera toujours l'homme nul, sans convictions, — celui qui sait contenter tout le monde.

(...) Mais si l'élection est déjà empreinte d'un vice constitutionnel, irréformable, que dire de la manière dont l'Assemblée s'acquitte de son mandat ? Réfléchissez une minute seulement, et vous verrez aussitôt l'inanité de la tâche que vous lui imposez.

Votre représentant devra émettre une opinion, un vote, sur toute la série, variée à l'infini, de questions qui surgissent dans cette formidable machine, — l'Etat centralisé.

Il devra voter l'impôt sur les chiens et la réforme de l'enseignement universitaire, sans jamais avoir mis les pieds dans l'Université ni sans savoir ce qu'est un chien de campagne. Il devra se prononcer sur les avantages du fusil Gras et sur l'emplacement à choisir pour les haras de l'Etat. Il votera sur le phylloxéra, le guano, le tabac, l'enseignement primaire et l'assainissement des villes ; sur la Cochinchine et la Guyane, sur les tuyaux de cheminée et l'Observatoire de Paris. Lui qui n'a vu les soldats qu'à la parade répartira les corps d'armée, et sans avoir jamais vu un Arabe, il va faire et défaire le Code foncier musulman en Algérie. Il votera le shako ou le képi selon les goûts de son épouse. Il protégera le sucre et sacrifiera le froment. Il tuera la vigne en croyant la protéger ; il votera le reboisement contre le pâturage et protégera le pâturage contre la forêt. Il sera ferré sur les banques. Il tuera tel canal pour un chemin de fer, sans savoir trop dans quelle partie de la France ils se trouvent l'un et l'autre. Il ajoutera de nouveaux articles au Code pénal, sans l'avoir jamais consulté. Protée omniscient et omnipotent, aujourd'hui militaire, demain éleveur de porcs, tour à tour banquier, académicien, nettoyeur d'égouts, médecin, astronome, fabricant de drogues, corroyeur ou négociant, selon les ordres du jour de la Chambre, il n'hésitera jamais. Habitué dans sa fonction d'avocat, de journaliste ou d'orateur de réunions publiques, à parler de ce qu'il ne connaît pas, il votera sur toutes ces questions, avec cette seule différence que dans son journal il amusait le concierge à son réchaud, qu'aux assises ils réveillait à sa voix les juges et les jurés somnolents, et qu'à la Chambre son opinion fera loi pour trente, quarante millions d'habitants.

Et comme il lui est matériellement impossible d'avoir son opinion sur les mille sujets pour lesquels son vote fera loi, il causera cancans avec son voisin, il passera son temps à la buvette, il écrira des lettres pour réchauffer l'enthousiasme de ses « chers électeurs », pendant qu'un ministre lira un rapport bourré de chiffres alignés pour la circonstance par son chef de bureau ; et au moment du vote, il se prononcera pour ou contre le rapport, selon le signal du chef de son parti.

Aussi une question d'engrais pour les porcs ou d'équipement pour le soldat ne sera-t-elle dans les deux partis du ministère et de l'opposition qu'une question d'escarmouche parlementaire. Ils ne se demanderont pas si les porcs ont besoin d'engrais, ni si les soldats ne sont pas déjà surchargés comme des chameaux du désert, — la seule question qui les intéressera, ce sera de savoir si un vote affirmatif profite à leur parti. La bataille parlementaire se livrera sur le dos du soldat, de l'agriculteur, du travailleur industriel, dans l'intérêt du ministère ou de l'opposition.

(Texte extrait de la brochure *Le Gouvernement représentatif*, édition mensuelle, mars 1928)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

NOTES DE LECTURE

« CENTRALISME ET FÉDÉRALISME »

RÉÉDITÉ PAR LE GROUPE MONTREUIL-ROSNY DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

LE groupe de Montreuil-Rosny de la Fédération anarchiste vient de rééditer une brochure intitulée *Centralisme et fédéralisme* (1).

Le texte, écrit autour de 1910 par un groupe de militants syndicalistes, a été réédité une première fois en 1922, dans le cadre de la bibliothèque de propagande anarchiste.

Soixante-dix années nous séparent donc de sa rédaction. On pouvait avoir peur de la sentir dépassée. Il n'en est rien. Quatre paragraphes analysent de façon succinte, mais bien documentée, l'influence que peut avoir sur une société ou une organisation (en l'occurrence les mouvements prolétariens) le simple fait de choisir une structuration centraliste ou fédéraliste.

Bien sûr, les fédérations qui ont existé ou qui existent sont loin d'être toutes libertaires, et les compagnons anonymes qui ont écrit cet opuscule le montrent bien. Mais malgré cela, ils nous font bien voir les avantages pour tous — hormis ceux qui voudraient s'accaparer un pouvoir — de s'organiser d'une façon qui doit respecter la liberté, l'autonomie de chacun, tout en unissant les différentes composantes par des liens d'entraide.

Dans le cinquième paragraphe, les auteurs montrent des applications du fédéralisme dans la vie de tous les jours. Comme ils l'écrivent, et on ne le répètera jamais assez : « C'est le principe fédéraliste qui est à la base de la vie utile et belle, ce n'est qu'en proportion du fédéralisme d'une organisation sociale que celle-ci prospère et vit ».

Le dernier paragraphe est un essai sur le fédéralisme syndical. Ces syndicalistes dénoncent le centralisme qui, au début de ce siècle, s'empare du mouvement syndical. Ils opposent ce phénomène menaçant — facteur de fonctionnarisation et tueur d'initiatives — un mode de fonctionnement fédéraliste reposant sur des relations qui se doivent d'être toujours plus solidaires, fréquentes, volontaires et actives.

Ainsi, dans un style agréable, avec une bonne documentation, cette brochure nous montre les avantages obtenus par le choix d'une organisation fédéraliste pour faire progresser les idées qui sont les nôtres.

Une brochure importante, car ce sujet est finalement rarement abordé par les auteurs libertaires et, souvent, il nous faut revenir aux écrits de Proudhon pour le voir traité (2).

Enfin, il ne faudrait pas terminer ces quelques lignes sans souligner l'effort qu'entreprennent nos compagnons de Montreuil. Cette brochure est le premier numéro d'une nouvelle collection qui prend son départ. Or, tous ceux qui éditent des journaux, des revues, des brochures, des livres... savent combien cela est onéreux. Les prix ont pratiquement doublé en deux ans. Il ne fait pas bon de vouloir s'exprimer si on ne dispose pas de plusieurs millions à investir et si on refuse de se faire acheter par les publicitaires. Lancer aujourd'hui cette collection demandera à nos compagnons d'y laisser une grande partie de leurs salaires..., nous le savons par expérience. A nous tous de les aider en nous procurant leur publication et en la faisant connaître autour de nous.

Groupe Fresnes-Antony

(1) Centralisme et fédéralisme, *éditions du Riflard, 15 F.*

(2) P.-J. Proudhon, Le Principe fédératif, *éditions Marcel Rivière, 180 F.*

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Lundi 31 janvier : « Grand angle » (14-18) : l'association Photolangage parlera des premiers trucages photos réalisés pendant la Commune. Suivi d'un bilan du festival d'Avoriaz 1983.

• Mardi 1er février : « La mémoire sociale » (10-12 h) : les anarchistes et les élections.

• Jeudi 3 février : « La vie d'artiste » (16-18 h) : le musicien Jackie Moreau.

• Vendredi 4 février : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : Germaine Montero, Monique Morelli et Jean Moiziar ;

« L'invité quotidien » (18-22 h) : le congrès de la CNT.

« Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : Michel Kisinis et G. Bouleau.

Rappel de quelques émissions :

• Mardi, de 20 h 30 à 22 h) : « Deux heures sur les genoux de tonton Gougaud ».

• Mercredi, de 14 à 15 h, et le vendredi, de 19 h à 20 h : « Radio-Esperanto ».

• Jeudi, de 19 h à 20 h : « Rubrique syndicale ».

• Samedi, de 12 à 14 h : « Chronique syndicale » ; de 14 h à 18 h : « Radio-Libertaria » (avec la CNTE).

CINÉMA

« RIPOSTE »

UN acteur de 30 ans. Un réalisateur de 29. Jean Bovise qui dit oui tout de suite. Pas de dialogue. Paris futur. Paris décombres. Donc en noir et blanc. Un chef opérateur de chez Fassbinder, un arrangeur de chez Russel... Ce rapide inventaire, c'est *Le Dernier Combat*, de Luc Besson, qui va bientôt arriver sur les écrans ; un long métrage de science-fiction made in France. Est-ce la riposte qui s'organise ?

Certes non, lorsqu'on connaît les grandes productions américaines qui vont envahir nos écrans géants. L'été prochain, un fameux duel va opposer Sean Connery qui reprend le smoking de James Bond 007 dans *Never say never again* et Roger Moore qui va étendre ses muscles dans *Octopussy*, sorte de guerre des étoiles sous-marines !

Mais avant ce combat d'espions, le printemps sera la scène où *Superman III* et la revanche des Jedi (*La Guerre des Etoiles III*...) s'affronteront avec classe. Lorsqu'on connaît les budgets colossaux — trente millions de dollars chacun — on peut se dire que Reagan doit regretter le temps passé. L'industrie cinématographique a été largement excédentaire durant l'année 1982. Remarquez que ça dépend pour qui (n'est-ce pas Barjol ?*). De toute façon, nous en recauserons dès le 24 janvier prochain sur Radio-Libertaire avec, de 14 h à 18 h, un magazine consacré à l'image.

Roger
(groupe de Versailles)

* *J.-M. Barjol, réalisateur du* Petit Joseph, *invité en novembre de Radio-Libertaire.*

ART

LA FÊTE D' « UNFINITUDE »

SI on rencontre parfois des artistes dans le monde de l'art, il n'en reste pas moins vrai que c'est surtout un monde de m'as-tu vu. Si les premiers sont là pour notre plaisir, les seconds sont là pour nous le gâcher. Mardi dernier, les vingt Per (fort) Minces de la fête d'Unfinitude (1) en étaient la démonstration.

Pourtant, tout semblait être réuni pour une soirée réussie dans à l'Espace de J. et J. Donguy : la réputation de la collection dirigée par Angeline Neveu, le nombre important de performeurs et un public très nombreux. Malheureusement, la quasi-totalité du public n'était là que pour se montrer et papoter, et les artistes ont dû travailler dans un brouhaha incessant qui rendit leur prestation difficilement audible. Des applaudissements distraitement polis étaient la seule concession aux convenances que firent ces jean-foutre.

Au milieu de cette foire à bestiaux, impossible de goûter certaines prestations apparemment fort intéressantes comme, entre autres, celle d'Eric Sarner ou de Fabrizzio Caleffi. Que dire alors du *Ch'i* de Julien Blaine, difficile exercice du geste et de la voix. La très grande concentration d'esprit qu'il demande est impossible quand l'artiste est environné d'un tel brouhaha, certains imbéciles allant même jusqu'à ricaner pendant les pauses.

Ce ramassis d'inutiles n'a évidemment jamais travaillé de sa vie, puisqu'il ne sait pas, à défaut de la plus élémentaire politesse, qu'un des premiers principes de notre métier est qu'il faut avant tout respecter le travail des autres.

Si tout ce monde n'était là que pour être vu, que dire de ceux qui arrivèrent en retard pour pouvoir dire qu'ils y étaient sans avoir à subir la vue d'exercices probablement trop compliqués pour leurs pauvres méninges.

Ni l'Espace Donguy, ni Unfinitude, ni les artistes ne méritaient ça.

Décidément, ce genre de manifestation est définitivement récupérée par le système ; il va falloir trouver autre chose.

Servin (plasticien)

(1) Unfinitude est une collection, un lieu d'écriture où s'interfèrent le texte et l'image. Elle fait appel à un matériel de bureau — la photocopieuse — au service de l'écriture.

ADIEU GASTON COUTÉ ! AU REVOIR LE VENT DU CH'MIN !

LE 19 janvier 1983, pour la quatrième fois en six mois, Radio-Libertaire donnait rendez-vous à ses amis et à ses auditeurs pour une fête libertaire ; comme le 28 juin 1982, nous nous sommes retrouvés à Bobino, mais cette fois-ci la soirée était organisée par l'association « Le Vent du Ch'min ».

Pour la première (et peut-être unique) fois, en hommage à Gaston Couté, quatre interprètes du grand poète beauceron étaient réunis sur une même scène : Marc Robine, Jacques Florencie, Gérard Pierron et Bernard Meulien.

Devant une salle pleine à craquer, la soirée commença par une courte allocution d'un des responsables de l'équipe organisatrice et d'un militant de la Fédération anarchiste qui fit le point sur le « front des radios libres ».

Ensuite, en première partie, Marc Robine et Jacques Florencie nous firent entrer dans le monde des personnages de Gaston Couté, personnages pleins de couleurs, pétris de malice paysanne, décrits dans des textes à la fois tendres et acerbes et chantés avec un entrain et une allégresse partagés par toute la salle.

En seconde partie, nous avons retrouvé, avec Gérard Pierron et Bernard Meulien, le même Couté malicieux, mais aussi le poète révolté qui, mieux qu'en cent discours, par quelques vers bien sentis, clame son refus de société inégalitaire dans laquelle nous vivons, douce aux forts et dure aux faibles : *Le Christ en bois*, *Le Champ de naviaux*..., cette dernière partie se terminant par le retour sur scène de tous les interprètes et musiciens pour chanter, à la satisfaction générale, *Les Mangeux d'terre*, repris au refrain par la salle entière. Un grand moment pour clôre dignement une belle soirée.

Un spectateur

Post-scriptum : Radio-Libertaire, la Fédération anarchiste, vous proposeront encore d'autres fêtes, mais pour cela il faut que le droit d'émettre de notre station ne soit plus contesté. Or le pouvoir socialiste-communiste exerce une pression considérable pour « arranger » en douceur le problème de la liberté d'expression, en maniant simultanément le bâton et la carotte. Restons tous vigilants et actifs pour que Radio-Libertaire vive !

MUNICIPALES

QUI SÈME LE VENT RÉCOLTERA UN JOUR LA TEMPÊTE !

JADIS, du temps où elle était dans l'opposition, la gauche allait à chaque élection avec un moral d'acier. La droite au pouvoir depuis quasiment l'éternité, ça ne pouvait de toute évidence pas durer. Ce coup-là, ça allait être le bon ! Et si ce n'était pas ce coup-là, ce serait le prochain !

Et, donc, sachant qu'un jour on allait gagner, on pouvait proclamer haut et clair sa haine de la droite et son espoir en un avenir radieux dominé par l'accession au pouvoir de la gauche. Et à chaque élection, on se transcendait littéralement. On y croyait et on faisait tout pour que le peuple de gauche y croit. Votez pour nous et vous verrez !

Bien sûr, les gamelles succédaient aux gamelles et les demi-victoires aux demi-défaites. Mais cela n'était pas suffisant pour décourager ceux qui ancraient leur certitude de victoire dans la certitude d'aller dans le sens de l'histoire. Car un jour, le succès ne manquerait pas d'arriver. Après la pluie, le beau temps, n'importe quel devin vous le dira !

Bref, pendant vingt ans, la gauche n'a pas arrêté de croire en la victoire et de présenter chaque élection comme une étape de cette victoire. Et en 1981, l'heure tant attendue a enfin sonné à la pendule de l'histoire. Tonton François montait sur le trône et la marée rose de ses féaux déferlait sur le Parlement. Le rêve de toujours était devenu réalité. L'espoir et le changement étaient à l'ordre du jour. On allait voir ce qu'on allait voir !

Et l'on a vu. Des professionnels du verbe projetés brutalement dans l'univers aride des faits. Coincés entre leurs promesses d'hier et leur désir de faire évoluer la machine économico-politico-sociale en douceur. Prisonniers de leurs rêves et esclaves d'une logique sociétaire qu'ils se refusaient à bouleverser. Et ce fut le festival des demi-mesures. Un pas en avant, deux pas de côté et un en arrière. Et que j'te caresse le populo dans l'sens d'un quart d'aumône de justice sociale. Et que j'te bastonne la bourgeoisie, le patronat et les multinationales à petits coups de tapettes gentillettes. Bref, l'alternoimement institutionalisé. Les hésitations qui succèdent aux indécisions. Et le malaise. La gêne. La mauvaise conscience. Les nantis qui gueulent comme des veaux parce qu'on a rogné leurs privilèges d'un millimètre. Et les gueux qui commencent à se poser des questions. La rigueur de gauche qui succède à l'austérité de droite, ça interroge même ceux qui ont la foi !

Dans ces conditions, à un peu plus d'un mois de son premier test électoral sérieux depuis 81, on comprend que les nouveaux maîtres de la techno-bureaucratie socialo-communiste soient dans leurs petits souliers. Ils ont peur. On les sent frileux. Recroquevillés sur eux-mêmes. Paralysés par la trouille. Coincés. Flottants. Envahis par le doute. Inquiets. Ils flippent. Ils se rendent compte qu'ils n'ont satisfait ni le patronat, ni les masses qui leur avaient fait confiance. Ils redoutent d'être désavoués. De recevoir un camouflet électoral. Et ils s'y préparent. Le moral de vainqueur que l'on affichait hier a fait place à la déprime. A la mélancolie. Déjà on se dit que si on ne perd qu'une dizaine de grandes villes..., ce sera un succès. Un succès, tu parles !

A l'issue de ces municipales, c'est évident, la gauche va enregistrer un recul. Une érosion. La droite est plus arrogante que jamais et le populo traîne les pieds. En toute logique, on s'achemine donc vers un vote-sanction. Mais là n'est pas le cœur du désarroi de la nouvelle bourgeoisie rose. Les municipales, en effet, ont toujours été des élections dont la signification politique reste fortement tempérée par l'esprit de clocher dont chacun sait qu'il fait davantage dans l'apolitisme que dans la politisation. Et donc une vague électorale montante se matérialise d'ordinaire sous la forme d'une vaguelette, de même qu'un recul prend généralement la forme d'un léger reflux. Aussi si reculade il y a en mars prochain, cela signifiera qu'à l'occasion d'élections plus politiques il y a toutes les chances que ce soit bien pire. Et c'est cela qui ronge l'actuelle majorité.

Mais il y a plus grave encore. A l'issue de presque deux ans d'exercice du pouvoir, les socialo-communistes sont en train de prendre conscience de leurs limites. En tant que gestionnaires du système capitaliste, ils ont été en effet au maximum de leurs possibilités. D'une part, ils ont bénéficié de ce que l'on a appelé l'état de grâce, c'est-à-dire de la confiance d'une grande partie de la population et de l'appui partiel ou total des organisations syndicales. Et d'autre part sur le plan d'une gestion capitaliste de la crise, ils ont obtenu des résultats en freinant l'inflation et le chômage, et en restructurant l'appareil de production sur le dos des travailleurs. Et tout cela, c'est évident, ça ne va pas durer. Le populo commence à renâcler. Mauroy se fait huer par les mineurs et les sidérurgistes. Mitterrand se fait interpeller vertement par des ouvriers et des ouvrières. Des grèves dures commencent, comme à Renault, à se faire jour ici ou là. Et donc le mécontentement allant grandissant, la guerre des classes a toutes les chances de perturber sérieusement la politique de rigueur. Et pour peu que la crise internationale se poursuive ou s'amplifie, l'avenir risque de ne pas être tout rose.

En clair, les socialo-communistes sont actuellement en train de se rendre compte qu'ils ont mangé leur pain blanc. Aussi, si après cette période faste, période où ils ont bénéficié d'un maximum de conditions favorables et où leur gestion a été « exemplaire », le peuple de gauche se met à sanctionner la majorité au pouvoir au niveau électoral, il y a de quoi s'inquiéter. Et c'est pour cela que nos gouvernants s'inquiètent. Et ils ont raison !

Bien évidemment, pour eux, le drame c'est qu'ils ne voient pas d'issue permettant de résoudre le problème qui se pose. Et ils ne voient pas d'issue parce qu'il n'y en a pas. Quand le capitalisme vacille sous les coups de ses contradictions internes, le réformisme ne représente, en effet, qu'une solution momentanée. Il colmate les brèches ici ou là, mais il n'empêche pas le bateau de continuer à prendre de la gîte, même en réussissant le tour de force (et c'est là sa fonction) de faire ramer encore plus fort les galériens qui croupissent sur les bancs de l'exploitation et de l'oppression. Bref, à terme, il est menacé par le naufrage et par la révolte des manants. C'est ainsi ! Par nature, un système qui craque de partout ne se rafistole pas. Il se détruit. Et sa destruction aux accents d'une révolution sociale authentique est la condition *sine qua non* pour qu'un monde nouveau puisse naître.

Cela, le réformisme ne peut pas le comprendre. De là ce désarroi qui lui turlupine l'inconscient. De là notre espoir également, car nous savons que celui qui sème à tous vents l'illusion du changement s'expose inéluctablement à connaître un jour ou l'autre la tempête des désillusions de tous ordres.

Jean-Marc RAYNAUD